

écho

octobre 2016

des entreprises

5



La filière Bois au Luxembourg page 61

Interview page 4
Jean-Marc Kieffer

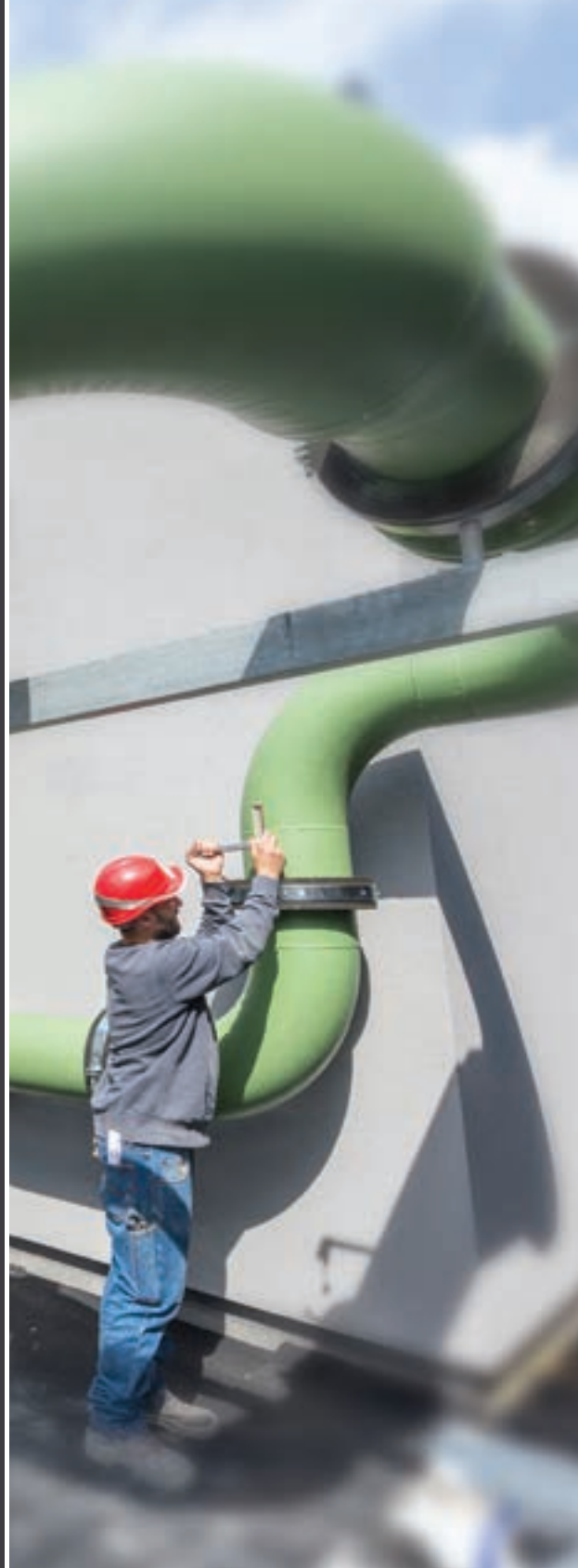
Zoom page 10
Faymonville

Carte blanche page 76
Markus J. Beyrer

Toutes les techniques du bâtiment, une satisfaction constante

- ▣ Maîtrise en interne de l'ensemble des techniques du bâtiment
- ▣ Participation aux grands chantiers du pays
- ▣ Faculté de développer ses compétences
- ▣ Respect, écoute, entraide et émulation
- ▣ Rapidité des échanges et des décisions
- ▣ Outils et équipements de premier plan

Chez a+p kieffer omnitec, la fierté de nos collaborateurs se nourrit de ces principaux ingrédients pour garantir à votre infrastructure le rapport confort - économie - écologie le plus performant.



Chauffage • Ventilation • Climatisation • Electricité basse tension et courants faibles • Détection et extinction d'incendie • Automatisation, régulation et surveillance • Réfrigération • Vapeur • Traitement des eaux • Sanitaire • Cogénération et chauffage urbain

 **a+p kieffer omnitec**
advance in technology

www.apko.lu

Écho des entreprises
7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
E-mail : echo@fedil.lu

Service publicité :
Chantal.Hubsch@fedil.lu
(+352) 43 53 66 - 604

Éditeur : Fedil a.s.b.l.
Business Federation
Luxembourg
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Paraît 6 fois par an
Abonnement annuel
17 EUR (Luxembourg)
20 EUR (Étranger)

Directeur :
René Winkin

Ont collaboré à ce numéro :
Frank Genot
Patricia Hemmen
Marc Kieffer
Magalie Lysiak
Georges Santer
Stéphanie Schmitz
Céline Tarraube
Michèle Vallenthini
Henri Wagener
René Winkin
Jean-Marc Zahlen

Conception :
Vidale-Gloesener
Impression et mise en page :
Imprimerie Centrale



© Copyright 2016 Fedil -
Business Federation
Luxembourg
Tous droits réservés
Des reproductions peuvent
être autorisées en ligne par
www.lord.lu

Fedil
Business Federation
Luxembourg

Sommaire

2

Éditorial

CETA - Une opportunité à saisir

4

Interview

Jean-Marc Kieffer - président du conseil d'administration CDCL S.A.

10

Zoom

Faymonville - De l'artisanal à l'industriel

17

Actualité

Deliver One First European congress on e-logistics / Post Luxembourg & Singapore Post Formalisation d'une collaboration logistique / Telecoms and automotive sectors to launch EU project for connected and automated driving / RTL Group Results for the first six months 2016 / SES Résultats du premier semestre 2016 / CETA BusinessEurope analyses the key features / CERATIZIT 85 ans d'existence / HITEC Luxembourg Three decades of innovation / Euro-Composites investit 61 millions d'EUR / Avery Dennison 65 million USD investment in Rodange production facility / FAGE Investissement de 100 millions d'EUR / Le vent en poupe pour l'industrie / Conference "The Future of Industry in Europe" / Visite de travail à Londres et Bristol / ArcelorMittal Rapport 2015 sur le Développement durable / Minusines S.A. Acquisition de « Spark Energy Solutions » / Paul Wurth Indian Minister of Steel visits the Luxembourg headquarters / Prix Rolf Tarrach / CTI Systems & SMS Logistiksysteme form a joint enterprise / SOCOM fête ses 45 ans / LIST Rapport annuel 2015 / Fondation Enovos Lancement d'un nouveau projet / Delphi Automotive Systems Partnership with Mobileye / Office du Ducroire Rapport annuel 2015 / LuxairGroup Françoise Thoma nommée Vice-Présidente du conseil d'administration / Circuit Foil Management Change / FIEC REFIT platform recommends action on Construction Products Regulation (CPR) / Distinctions honorifiques 2016 / PSVaG Geschäftsbericht 2015 / Club des chefs du personnel Séance d'information du 26 septembre 2016

61

Focus

La filière Bois au Luxembourg - Renouveau d'un secteur historique

73

Opinion

Congés en extra par Marc Kieffer

Responsabilité solidaire par Patricia Hemmen

75

Chronique juridique

Coopération transfrontalière ? par Magalie Lysiak

76

Carte blanche

We should look beyond tomorrow, to define Europe's future by Markus J. Beyrer

CETA - une opportunité à saisir

En vue de la signature de l'accord économique et commercial global (AECG) (CETA), prévue lors du Sommet UE-Canada des 27 et 28 octobre prochains, et face aux craintes liées à la mondialisation exprimées par la société civile, il convient de recentrer le débat et d'évoquer, suivant une approche rigoureuse basée sur les faits, les véritables enjeux et avantages de ce traité.

Un commerce ouvert et équitable et des partenariats stratégiques avec les grandes économies jouent un rôle fondamental quant à la stimulation de la croissance économique, la compétitivité et l'emploi. Représentant environ 16% des importations et des exportations mondiales, l'UE reste le plus grand bloc commercial du monde. En dépit de la diminution de la part de l'investissement mondial, l'UE continue de se classer première au niveau des flux d'investissements internationaux entrants et sortants. Compte tenu que 90% de la croissance économique mondiale sont créés par les marchés émergents et qu'un emploi européen sur dix dépend des exportations, l'ouverture de l'économie européenne au monde ainsi que la conclusion d'accords de libre-échange et d'investissement ambitieux et globaux avec des partenaires stratégiques doivent demeurer des priorités à l'agenda européen afin d'assurer la prospérité et la compétitivité des entreprises de l'Union européenne.

Le marché des entreprises luxembourgeoises équivaut au marché intérieur et souvent elles écoulent leurs produits et services au-delà. Sans échanges internationaux, le Luxembourg serait donc démuní d'une grande partie de sa richesse et ne pourrait tout simplement pas fonctionner. La nécessité des échanges internationaux est de toute évidence une condition sine qua non pour l'économie luxembourgeoise. Le repli sur soi et le protectionnisme induiraient des conséquences incalculables au niveau économique et technologique et cela au détriment du consommateur, des salariés et des entreprises. L'accès à des produits de qualité, le vaste et libre choix de biens et de services et le déploiement de l'innovation dépendent directement des échanges commerciaux entre les États.



Ainsi, l'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) entre l'Union européenne et le Canada mérite d'être approuvé dans sa forme actuelle : il ouvre la voie à un marché futur entre l'UE et l'Amérique du Nord. Les résultats de la négociation sont globalement très positifs pour l'UE avec des gains importants dans des domaines clés tels

que : l'ouverture des marchés publics canadiens aux entreprises européennes, et cela à tous les niveaux, notamment au niveau provincial, où sont gérées des dépenses publiques importantes ; la protection des indications d'origines géographiques européennes ; l'harmonisation des règles applicables au Canada et dans l'UE en matières de droits de propriété intellectuelle, l'accessibilité équilibrée au marché canadien à la fois pour les produits industriels, les services et l'agriculture ainsi que des dispositions sur la protection de l'investissement comprenant un mécanisme moderne de règlement des différends.

Prenant en compte les appréhensions de la société civile, notamment par l'inclusion de clarifications sous forme de déclaration conjointe, décidée à l'unanimité lors du Conseil « Affaires étrangères » - informel de l'UE des 22 et 23 septembre, cet accord exhaustif constitue un modèle pour toutes les négociations futures en matière de commerce international, notamment pour celles concernant le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.

Trois ans après le lancement des négociations du TTIP en juillet 2013, les discussions s'annoncent complexes. Malgré les divergences évidentes entre les deux parties

négociantes, il est néanmoins beaucoup trop tôt pour se prononcer sur le résultat final vu que les textes actuellement accessibles ne sont que des positions provisoires et partielles. La société civile ainsi que les entreprises ont des attentes élevées envers le résultat définitif des négociations, des attentes dont les responsables politiques ont entièrement conscience. Or, laissons le temps à la Commission européenne - qui dirige ces négociations sous mandat des 28 pays membres de l'UE - de prouver, qu'elle est à même de mener sur un pied d'égalité avec les États-Unis

des négociations positives qui permettront à l'Union européenne de ne pas se retrouver à la traîne au niveau du commerce international. Ces négociations doivent se poursuivre afin d'aboutir à la conclusion d'un accord TTIP complet, ambitieux et stimulant la croissance. L'absence d'un accord ne serait d'aucune façon une solution adéquate ni pour l'Union européenne ni pour le Luxembourg.

René Winkin, directeur de la Fedil

Jean-Marc Kieffer

Président du conseil d'administration CDCL S.A.

Comment faut-il imaginer une entreprise de construction dotée d'une si grande tradition que CDCL ?

Mon arrière-grand-père, André Colas dirigeait une entreprise de construction dans les années 1930. L'entreprise telle que vous la connaissez aujourd'hui, existe depuis 1979, année de fusion de trois entreprises de construction bien établies sur le marché luxembourgeois. Camille Diederich-Colas, fondée en 1951 par mon grand-père, Pierre Bohler, fondée en 1907 et ARDEC anciennement Raymond Didier, fondée en 1948. Se trouver à la tête d'une entreprise avec un bagage traditionnel de taille constitue une responsabilité considérable.

Une entreprise axée sur une idée familiale a un mode de fonctionnement bien spécifique. Oui, nous souhaitons avancer, mais ce ne se fera jamais à tout prix. La maximisation du profit n'est pas une fin en soi. Nous misons sur la stabilité et la durabilité : plutôt que de tirer du profit exacerbé, il s'agit d'investir et cela non seulement dans le financier mais avant tout dans l'humain. Le long terme prime toujours sur le court terme. Nous nous efforçons de souder nos équipes et de les traiter conformément à nos valeurs. Chaque maillon de l'équipe compte.

Jusqu'à présent la majorité des entreprises luxembourgeoises du secteur de la construction se léguent de père en fils. Hélas, les choses changent et le secteur entier connaît d'importants changements. Cette évolution est notamment due à la présence d'autres acteurs ayant des liens étroits avec des groupes étrangers. Face à ces réalités, ma nouvelle responsabilité est un grand défi.

Quels chantiers comptez-vous entamer sous votre présidence et à quels sujets aimeriez-vous consacrer toute votre énergie ?

Afin de tenir le rythme dicté par l'écosystème, une entreprise ne doit jamais cesser d'ajuster son tir.

La transformation de CDCL a débuté en 2009 sous la présidence de Marc Assa. Créé sous forme de société en

commandite simple, CDCL adopte, en 2009, le statut de société anonyme et devient CDC s.a. . Cette nouvelle ère a été marquée par la mise en place d'un conseil d'administration. Comme mon prédécesseur a bien acheminé l'avenir de la maison, des modifications profondes ne s'avèrent nullement nécessaires. La transmission s'est fait dans la continuité et le respect de nos origines.

Depuis que je suis arrivé dans l'entreprise en 1999, j'ai tenté de contribuer à la modernisation de CDCL et de nous adapter aux défis actuels tout en nous préparant à ceux de demain. Il s'agit de tenir pas avec l'accélération globale du marché et de nous tailler une place parmi les concurrents devenant de plus en plus nombreux et assidus. La concurrence internationale n'est pas à sous-estimer, surtout celle ayant recours à des pratiques proches du dumping social.

À côté de ses atouts bien connus, le Luxembourg peut se prévaloir de vraies valeurs, celles du modèle luxembourgeois. Ce dernier vaut aussi dans notre secteur et plus précisément dans notre entreprise. Le dialogue social nous importe. En fédérant notre personnel, nous nous efforçons de nous doter d'équipes hors du commun que nous mettons au profit de nos clients.

Est-ce que vous comptez évoluer sur une échelle internationale ?

Nous avons surtout sondé le marché français. Notre conclusion est toute simple : stratégiquement il est plus intéressant de se concentrer sur le national, sur le marché que nous connaissons, que nous vivons. Il faut souligner dans ce contexte que le marché luxembourgeois est trop riche pour le délaisser au profit de compétiteurs venus d'autres pays. Ceci d'autant plus que CDCL est réellement à même de proposer des solutions et des plus-values pour le marché national. De plus, nous refusons de bousculer nos équipes par des déplacements trop soutenus. Nous souhaitons leur garantir les meilleures conditions de travail en privilégiant l'ancrage national.





Comment concevez-vous le futur de votre branche ?

Les grands chantiers tels que l'économie circulaire et les sujets liés à l'énergie méritent toute notre attention. Ils ne cesseront d'influencer notre façon de construire. On va certainement construire différemment dans l'avenir.

J'ose dire que nous sommes encore assez traditionnels au Grand-Duché : le béton et l'acier priment alors que le bois ne fait que démarrer sa marche au succès. Et j'irais, encore plus loin. Il faut repenser la construction, notamment au niveau de la conception. Prenons le BIM (Building Information Modeling) et les méthodes de travail axées sur des maquettes numériques paramétrique 3D contenant des données intelligentes et structurées. Ces techniques vont influencer notre secteur dans toute sa largeur. Dans le futur le numérique nous permettra le partage des informations fiables tout au long de la durée de vie d'un bâtiment ou d'infrastructures.

Parlant des grands challenges du secteur de la construction, quelles solutions préconiseriez-vous face aux décharges devant de plus en plus rares ? Aussi, la Ministre du développement durable et des infrastructures vient-elle de lancer une proposition de construire autrement : est-ce que vous y voyez des solutions applicables ?

Certes, les décharges ne deviennent pas rares. Elles le sont et elles l'étaient toujours. En ce qui concerne la problématique des décharges, il y a peut-être aussi un problème de communication qui ne contribue guère à faciliter les choses. Il faut distinguer entre déchets destinés à des décharges spécialisées et matériaux inertes n'engendrant aucune pollution, de la simple terre excavée en l'occurrence. Prenons par exemple la décharge située à Strassen. Il s'agit ici d'une structure destinée uniquement aux matériaux inertes sans impact nuisible sur l'environnement naturel et humain. C'est de telles décharges dont notre secteur a besoin. Et de plus, pour éviter des nuisances surtout au niveau de la circulation, elles devraient être décentralisées.

La présence ou absence de décharges pour les terres excavées dictera au final notre manière de construire. Si les décharges restent aussi rares qu'elles le sont

actuellement, il faudra forcément construire en hauteur. Je pense que nous pourrions compter sur le soutien de la politique, on a décelé le problème et nous allons sans doute travailler ensemble pour trouver des solutions viables.

Comment évaluez-vous la situation du marché en matières de logements et où voyez-vous des actions prioritaires afin de concilier offre et demande en rendant justice à la croissance ?

C'est du côté des procédures qu'il faut chercher les solutions. En principe, notre périmètre de construction pourrait être suffisamment vaste. Si l'on pourrait l'exploiter partout dans le pays, certains problèmes seraient résolus d'emblée. Mais, malheureusement faut-il compter jusqu'à 15 ans pour faire aboutir un PAP d'un grand lotissement d'envergure ce qui fait que nous aurons du mal à concilier l'offre et la demande. À titre d'exemple, le PAG de la ville de Luxembourg est devenu plus restrictif pour certains quartiers, ce qui ne va pas améliorer les choses. Si les procédures deviennent plus souples et plus rapides, le secteur pourra s'adapter à la croissance.

Un autre challenge est celui de répondre aux besoins de la nouvelle génération. Elle a d'autres aspirations, d'autres besoins et ne veut plus forcément être propriétaire, mais louer à des prix abordables. Il faut donc réagir en temps utile. Les baux emphytéotiques et des initiatives comme le projet « Baulücken » de la Ville de Luxembourg constituent autant de mesures très positives, mais elles restent homéopathiques.

Qu'en est-il de la main-d'œuvre ? Est-elle disponible et qualifiée ?

Le constat est vite fait. Il n'est toujours pas facile de trouver de la main-d'œuvre motivée et qualifiée. Nous avons une majorité d'employés d'origine portugaise. Le turn-over est minime, presque inexistant. En ce qui concerne les qualifications, nous nous sommes auto-dépannées en tant que secteur par le biais de l'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment. À l'IFSB nous offrons des formations n'existant nulle part ailleurs. CDCL y forme toutes ses équipes. L'IFSB a formé plus de 13.000 personnes, ce qui est un franc succès.

Interview

En revanche, il est difficile d'encourager les jeunes à viser une carrière dans notre secteur.

Nous sommes par exemple en manque d'ingénieurs. Beaucoup de jeunes optent pour une carrière d'état plutôt que de rester dans le secteur privé.

Voilà pourquoi le branding de l'employeur devient de plus en plus important dans cette véritable « chasse » aux talents. Il faut se distinguer pour attirer et pour fidéliser. C'est dans cette optique que nous repensons notre communication en interne et en externe. En interne nous favorisons un modèle participatif mettant en avant l'esprit d'équipe. Nous avons par exemple instauré une application

mobile de communication interne dédiée à tous nos collaborateurs y compris les salariés de production. C'est un moyen de les faire participer à la vie de l'entreprise.

Pour attirer les jeunes talents, nous sommes en train d'adapter CDCL à l'air du temps. Nous nous donnons par exemple de nouveaux moyens qui nous permettront des poussées dans les médias sociaux afin d'intéresser un maximum de jeunes pour notre entreprise et pour notre secteur.

Interview : Michèle Vallenthini, Head of Communication auprès de la Fedil

FINANCEZ **VOTRE PROJET** D'ENTREPRISE

CRÉATION
DÉVELOPPEMENT
INVESTISSEMENT
INNOVATION
TRANSMISSION

SNCI
SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT ET D'INVESTISSEMENT

SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT ET D'INVESTISSEMENT | TÉL 46 19 71-1 | SNCI@SNCI.LU | WWW.SNCI.LU





zoom

Faymonville

De l'artisanal à l'industriel

« Afin de se distinguer de la masse, il faut toujours tenter d'aller plus loin », dit Alain Faymonville qui, ensemble avec son frère Yves se trouve à la tête de l'entreprise. Voilà pourquoi non seulement les véhicules créés par Faymonville sont adaptés à absolument tous les besoins de transport dépassant les normes standards, mais, forte de plus de 50 ans d'expérience, l'entreprise souhaite offrir un encadrement des plus complets.

C'est dans cette optique que cinq types d'activités caractérisent la panoplie du groupe : Faymonville SA, F.E.L. 1+2 SA et Faymonville Polska se consacrent à la construction de matériel tracté et autopropulsé pour le transport exceptionnel, le transport de verre et le transport d'éléments préfabriqués en béton. Faymonville Distribution SA s'applique à la commercialisation des semi-remorques et la vente de véhicules d'occasion. Faymonville Logistics constitue un centre logistique ultra moderne dont les activités sont réparties en quatre segments : l'approvisionnement des trois ateliers de production, l'expédition de pièces de rechange aux clients externes, la vente directe gérée en interne et la distribution de matériel aux ateliers d'entretien et de réparation. Faymonville Service offre un atelier de manutention permettant des réparations toutes marques et une assistance 24h/24 équipée d'un véhicule d'intervention totalement équipé. Finalement, Faymonville Lease permet des possibilités de location et financement de semi-remorques.

1962

Berthold Faymonville construit un nouvel atelier de production à Rocherath

1988

La firme s'installe dans son nouvel atelier de production, dans le zoning industriel de Büllingen

2003

Construction d'une nouvelle usine de production (FEL I) à Lentzweiler

Avec un effectif d'environ 700 personnes, une gamme de semi-remorques avec des charges utiles de 20 à 2.000 tonnes et des capacités de production en Belgique, au Luxembourg, en Pologne, l'entreprise familiale a su se tailler une place au niveau international. Du forgeron de village à un global player, voilà à quoi pourrait se résumer l'histoire mouvementée de Faymonville créateur de remorques beaucoup plus que simple constructeur de remorques. En effet, ce qui se cache derrière les parois tôlees des sites de production FEL I et FEL II à Eselborn/Lentzweiler est plus complexe qu'on ne pourrait le soupçonner : à première vue Faymonville construit des semi-remorques. Point barre. Or, les frères Faymonville ont une vision : « Passer d'un produit artisanal à un produit industriel tout en permettant au client d'avoir tous les avantages du tailor-made ». « Acheter une VW avec un siège d'Audi, relève du domaine de l'impossible.

Mais chez nous, tout est possible », ajoute Alain Faymonville qui pourtant est bien conscient du fait que lui impute alors la lourde tâche d'expliquer aux clients que l'industriel a des avantages sûrs par rapport à l'artisanal.

Le passage de l'artisanal à l'industriel se fait notamment sur le site luxembourgeois. L'idée de départ est aussi simple qu'efficace : elle repose sur le principe « Lego », ce qui fait qu'elle s'adapte à merveille tout aussi bien aux réalités mouvantes de l'économie qu'aux besoins changeants des entreprises clientes. Avec ses nouvelles gammes de produits, Faymonville propose une multitude de modules standardisés combinables à l'infini. Le client peut se faire créer la semi-remorque de ses rêves comme si c'était de la haute-couture, mais cela tout en pouvant bénéficier de l'avantage prix de l'industriel et sans se voir privé de la qualité premium signée Faymonville.



2006

Construction d'une usine de production supplémentaire à Goleniow/Pologne

2016

Construction d'une usine de production supplémentaire (FEL II) à Lentzweiler (Luxembourg)

« Passer d'un produit artisanal à un produit industriel tout en permettant au client d'avoir tous les avantages du tailor-made ».

Le succès de cette philosophie du modulable a donné raison aux frères Faymonville. Mariant standardisation et création individuelle, s'appuyant sur un département R&D et un bureau de conception interne, ils ne cessent d'étoffer leur panoplie de pièces modulables. Pour avoir un résultat répondant aux normes les plus strictes, Faymonville met en œuvre un processus de fabrication exceptionnel. Les trois sites de production sont équipés des machines les plus modernes actuellement disponibles permettant de réaliser cet objectif d'excellence. Il s'agit d'un concentré de haute technologie exploitée et pilotée par des spécialistes qualifiés. On distingue là la compétence relevant de tous les départements, depuis le bureau d'étude jusqu'aux tâches de soudage et au montage final.

Yves et Alain Faymonville en compagnie de Guy Fickers (à gauche), directeur technique de Faymonville





La concurrence ? Certes, on l'observe, mais qui a une vision et des principes peut observer d'un œil serein. Alain et Yves Faymonville sont si convaincus de leur crédo industriel qu'un produit du groupe Faymonville - la marque MAX Trailer - offre lui aussi du standardisé. Ici ce ne sont non pas des modules standard, mais des semi-remorques finales standard. Et là aussi : succès !

Le Luxembourg est intimement lié à la marche au succès de l'entreprise. A côté de sa stabilité économique, les Faymonville, férus d'efficacité, apprécient notamment sa réactivité et les chemins courts. L'on se sent à l'aise et bien encadrés pour s'épanouir. « Pour le reste, il ne faut pas se plaindre de ce que l'on ne peut changer », aime dire Alain se permettant quand même un petit grief : les prix de pétrole freinant les exportations dans les pays émergents.

Mais l'essor de Faymonville s'édifie sur une autre base sûre, celle de la tradition : « Malgré l'envergure de l'entreprise, nous fonctionnons sur un mode familial. Et c'est justement cela l'origine de notre réactivité et notre efficacité. Nous avons le transport dans notre ADN », sourit Alain Faymonville. Il voit le fort de l'entreprise dans cet esprit de famille se perpétuant au niveau d'une équipe qui se dynamise mutuellement : « C'est le sens de l'équipe qui fait la qualité

du produit final. » Alain et Yves, n'ont jamais songé à abandonner l'entreprise familiale. Pour eux, le transport est tout : ils respirent la semi-remorque qui envahit jusqu'aux barbeques familiaux. Mais cela toujours de manière constructive.

Certes, l'entreprise peut se prévaloir d'une belle histoire, mais les dirigeants épousent le rythme des évolutions économiques : ils adaptent l'offre de service, tiennent notamment pas avec les mutations dictées par le digital. « Nous nous trouvons actuellement dans une phase de transition », explique Alain Faymonville. Elle touche par exemple tout ce qui a trait à la communication : plusieurs sites en plusieurs pays et une gamme de produits modulables à l'infini, cela demande une communication interne et externe infaillible.

Chez Faymonville on pense à l'avenir : c'est ce dont un visiteur du site FEL II à Lentzweiler ne peut pas manquer de se rendre compte. Pour les frères Faymonville, un nouveau hall est ce que serait une page vierge pour un écrivain : une infinité de possibilités, un espace de création.

Texte : Michèle Vallenthini, Head of Communication auprès de la Fedil
Photos : Ann Sophie Lindström et Faymonville



zoqm

FAYMONVILLE 
TRAILERS TO THE MAX

8, Duarrefstrooss
L-9990 Wäisswampech
T. +352 26 900 41 55

Plus d'informations sur www.faymonville.com

Effectif	700 personnes
Année de fondation	6 ^e génération
Chiffre d'affaires	175.000.000 €
Dirigeant(s)	Alain & Yves Faymonville
Clientèle	transporteurs du spécial ou du poids-lourd
Activité	fabricant de semi-remorques
Film de marque	www.youtube.com/watch?v=SZpVs000C5I



PROTÉGEZ

votre business.

Telindus sécurise vos informations les plus précieuses vous assurant la sérénité nécessaire pour développer vos affaires.

Les experts de Telindus vous accompagnent pour développer votre stratégie de sécurité, mettre en œuvre des solutions et services appropriés, vous assurer de leur conformité et sensibiliser vos collaborateurs.

- Une approche globale de la sécurité, basée sur une gestion de vos risques.
- Plus de 35 experts dédiés et certifiés pour vous conseiller et vous accompagner.
- Une grande implication dans l'écosystème luxembourgeois de la sécurité.
- Une solide connaissance des défis de sécurité du point de vue client.
- Un centre de formation reconnu et des consultants pour sensibiliser vos collaborateurs.

N'attendez pas, vérifiez votre niveau de sécurité sur www.testeznous.lu



telindus
powered by tango»

together with

proximus

Deliver One

First European congress on e-logistics

During two days, Deliver One, the first European event dedicated to e-logistics, gathered national and international e-retailers and logistic partners from over 30 countries. The first edition of the congress was held in an authentic, carbon-neutral environment at the European Convention Center, in line with the key values of e-logistics. Drone showcases and hands-on experiences with augmented or virtual reality underpinned the crucial role of innovation for e-retailers. Moreover, Deliver One was the first ever B2B event to live stream its keynotes in Virtual Reality.

In the presence of Prime Minister Xavier Bettel and Deputy Prime Minister Etienne Schneider, Deliver One was the occasion for 300 global e-commerce leaders, 100 established suppliers and 500 journalists connected via VR to address key challenges, discuss solutions and showcase technological innovations through several plenary sessions, workshop studios, one-to-one meetings and live demos.

A standardised barcode system for parcels

Deliver One was also the occasion for Walter Tezek, a logistics specialist for e-commerce, to welcome the development and implementation of a harmonised labelling solution by the International Post Corporation that enables postal operators to optimize the end-to-end processing of international letters and parcels. The new label will present significant improvements for e-retailers and consumers by reducing labelling while also improving track and trace, quality and transit times.

Amazon secret sauce : a focus on operational innovation and excellence

Philippe Hemard, Vice-President in Logistics for Amazon Europe, insisted during his keynote presentation on Amazon's customer centric approach as he revealed that a chair is always left empty during the Executive Committees as a symbol to represent the customer's place within the company. Over the past ten years, Amazon has continually accelerated the pace of its deliveries and Philippe Hémard assured that "no customer will ever ask us to go slower. The



Stéphane Tomczak (Deliver One initiator), Irmfried Schwimann (European Commission Deputy DG for SMEs) and Xavier Bettel (Luxembourg Prime Minister) at the Deliver One inauguration ceremony

customer buys and wants to be delivered fast". This forces Amazon to innovate, especially in regards to the last mile management.

Inauguration of the EU co-funded "Deliver in Europe" platform

Finally, Deliver One was the occasion for initiator Stéphane Tomczak to announce the creation and launching of the first European e-logistics online platform: www.DeliverInEurope.eu. The online platform aims at bringing together European e-logistics services and connecting them to e-retailers looking for such solutions, especially SMEs. Moreover, it also allows e-retailers shipping goods in Europe to find the most suited e-logistics service providers for them, whether delivery, logistics or supply chain technology. The platform will be free of charge for all European e-retailers and suppliers.

Deliver in Europe is also a communication tool for the suppliers who will be able to sign up to a personal page, to receive retailers' demands and to use the platform as an added-value service by giving the possibility to propose additional content such as advertisement or market studies.

www.deliver.events

Post Luxembourg & Singapore Post

Formalisation d'une collaboration logistique dans le commerce électronique

POST Luxembourg et Singapore Post Limited (SingPost) ont signé le 31 août 2016 un accord de collaboration stratégique afin de mettre en place des solutions logistiques de bout en bout pour le commerce électronique entre l'Asie et l'Europe. À partir de la fin du mois de septembre 2016, POST Luxembourg fera office de nouvelle passerelle européenne pour SingPost et SingPost constituera la nouvelle passerelle de POST Luxembourg vers l'Asie. Pour les clients de POST Luxembourg et SingPost, cet accord devrait se traduire par une réelle amélioration des conditions de livraison des marchandises issues de l'e-commerce entre les deux continents.

La collaboration renforcera les activités logistiques de POST Luxembourg dans le cadre de sa stratégie visant à diversifier les activités de l'entreprise publique par le développement de sa clientèle et de ses services. Elle améliorera simultanément la croissance et l'optimisation des capacités logistiques de SingPost en matière de commerce électronique en Europe.

Les clients de POST Luxembourg et de SingPost bénéficieront d'un suivi de bout en bout de leurs livraisons de marchandises achetées sur l'Internet. Les délais de livraison seront également plus prévisibles. Tous ces aspects vont permettre d'augmenter la satisfaction des clients.

Comme le déclare M. Mervyn Lim, Covering Group Chief Executive Officer de SingPost : « Notre collaboration avec POST Luxembourg va doper notre présence, nos capacités et notre réseau logistique en Europe. La localisation stratégique de POST Luxembourg au cœur du continent et ses excellentes relations avec les autorités



Sam Ang (Chief Executive Officer Quantum Solutions), Hjoerdis Stahl (Directrice POST Courrier) ©SingPost

douanières profiteront à nos clients et à leurs entreprises. Cette collaboration met en évidence la capacité de SingPost à établir des liens étroits avec des partenaires dans le monde entier afin de renforcer son écosystème logistique mondial pour le commerce électronique. »

Selon les termes de M. Claude Strasser, Directeur général de POST Luxembourg : « Il était important pour nous de trouver un partenaire stratégique couvrant l'intégralité du territoire asiatique. Nous bénéficierons de l'accès de SingPost au marché asiatique et pourrons attirer des clients européens actifs dans le commerce électronique avec une offre proposant une réelle valeur. »

www.postgroup.lu

Telecoms and automotive sectors to launch EU project for connected and automated driving

Europe's leading trade associations for the telecommunications and the automotive sectors announced on July 7th, 2016 that they intend to launch a large-scale, pre-deployment project to test connected and automated driving at the EU level.

The foundations of the project were outlined at a meeting in Brussels, which was hosted by Günther H. Oettinger - European Commissioner for the Digital Economy and Society. The main objective is to strengthen Europe's leadership in connected and automated driving, by accelerating the EU-wide deployment of related key technologies.

Testing use cases to shape the future of driving

The industry-led project will focus on use cases and test functionalities in three main areas: automated driving, road safety and traffic efficiency, and the digitalisation of transports and logistics. Functions that are being considered include high density platooning, cooperative collision avoidance, remote control parking, local-hazard warnings and traffic flow optimisation. High definition maps will be updated with a fast connection to the internet on phone or other mobile devices.

Connectivity at the core

The works, which are expected to start in 2017, will include two main phases. A first phase, to run until 2019, will feature tests on available communication technologies, such as LTE - Long-Term Evolution - (4G) technology. A second phase, to run until 2021, will be based on both 4G and 5G technologies, bearing in mind that different functionalities have different network requirements.

The project will also look at a series of crucial requirements to ensure that connected and automated driving results in a safer, more efficient and ultimately richer user experience. For this reason, aspects such as safety,



cyber-security and protection of personal data, quality of service and network latency, will be prioritised and addressed during the different use cases and functionalities' testing.

EU-wide ambition

The European dimension is one of the goals of this project and will be run through a consortium of European companies from both the telecoms and the automotive sector. Use cases will be operated across several EU countries and will set the scene for future standardisation activities. This consortium, which will be set up later this year, will define the exact scope of the project and start talks with EU and national authorities regarding possible co-financing.

More specifically, trials will focus on addressing cross-border challenges such as the lack of harmonised spectrum, seamless network handover of vehicles at borders and open road infrastructure data. The trials will build on existing national projects and use their infrastructure where possible.

www.clepa.eu

www.acea.be

www.etno.eu

www.ectaportal.com

www.gsma.com



Bâloise Employee Benefits. L'assurance de rester un Super-Patron.

Bâloise Employee Benefits procure aux entreprises le super-pouvoir d'offrir à leurs employés une solution d'assurance groupe innovante munie d'une nouvelle plateforme de gestion en ligne dotée de multiples fonctionnalités. L'activité Ressources Humaines est, en outre, notablement soulagée par la disponibilité de super-outils (promotion et gestion du plan de pension, reporting, simulations et projections, édition attestations, ...). Rejoignez le cercle des Super-Patrons et renforcez durablement la satisfaction de vos collaborateurs !

www.baloise.lu/benefits

RTL Group

Results for the first six months 2016

Continued strong growth in digital, EBITA margin further improved

For the first half of 2016, the reported Group revenue was up 3.2 per cent to 2,878 million EUR (H1/2015: 2,788 million EUR). This was driven by higher revenue from Medien-gruppe RTL Deutschland, Groupe M6, RTL Nederland and RTL Group's rapidly growing digital businesses.

Reported EBITA was up strongly by 8.6 per cent to 580 million EUR (H1/2015: 534 million EUR), mainly based on a significantly higher profit contribution from Medien-gruppe RTL Deutschland and on a positive one-off effect at Groupe M6 amounting to 43 million EUR. The EBITA margin increased to 20.2 per cent (H1/2015: 19.2 per cent). Despite the significantly higher EBITA, net profit attributable to RTL Group shareholders was down to 341 million EUR (H1/2015: 351 million EUR), largely due to higher tax charges.

EBITDA was up 8.1 per cent, reaching 679 million EUR (H1/2015: 628 million EUR), with an

EBITDA margin of 23.6 per cent (H1/2015: 22.5 per cent)

RTL Group's revenue is well diversified with 50.6 per cent from TV advertising, 19.2 per cent from content, 9.2 per cent from digital activities, 4.6 per cent from platform revenue (134 million EUR), 4.5 per cent from radio advertising and 11.9 per cent other revenue.

RTL Group's digital revenue (excluding e-commerce, home shopping and platform revenue for digital TV)



continued to show dynamic growth, up 20.5 per cent to 264 million EUR (H1/2015: 219 million EUR). Net cash from operating activities was 403 million EUR (H1/2015: 295 million EUR), resulting in an operating cash conversion rate of 88 per cent (H1/2015: 74 per cent).

As of 30 June 2016, RTL Group had a net debt position of 958 million EUR (31 December 2015: net debt of 670 million EUR). On 28 April 2016, RTL Group paid out an amount of 460 million EUR for the final dividend for the financial year 2015 (€3.00 per share)

On 24 August 2016, RTL Group's Board of Directors authorised the distribution of an interim dividend of €1.00 per share, to be paid in September 2016. This reflects the Group's strong cash flows and its target net debt to full-year EBITDA ratio of 0.5 to 1.0 times.

www.rtlgroup.com

SES

Résultats du premier semestre 2016

FAITS MARQUANTS

Une activité robuste hors éléments non récurrents du S1 2015

- Le chiffre d'affaires ressort à 956,8 millions d'EUR, en baisse de 4,2 % en publié (-4,8 % à taux de change constants¹)
- L'EBITDA s'inscrit à 699,8 millions d'EUR, en repli de 5,4 % en publié (-5,8 % à taux de change constants¹ et à périmètre comparable²)
- La marge d'EBITDA s'élève à 73,1 % (S1 2015 : 74,1 %) et à 73,5 % à périmètre comparable
- Le résultat net part du Groupe s'établit à 227,3 millions d'EUR (S1 2015 : 275,4 millions d'EUR)
- Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles ressortent à 566,8 millions d'EUR (S1 2015 : 784,4 millions d'EUR)
- Un carnet de commandes solide de 7,3 milliards d'EUR (S1 2015 : 7,4 milliards d'EUR)

Exécution de la stratégie différenciée de SES pour un retour à la croissance du chiffre d'affaires

- Croissance des services vidéo avec un taux de pénétration de la TVHD à 32,7 %, 16 chaînes en Ultra HD (UHD) et chaînes internationales (+11,1 % en glissement annuel)
- Conclusion des plus importants contrats de capacités jamais signés dans la connectivité aéronautique avec Gogo et Panasonic
- Conclusion de nouveaux contrats avec l'Administration américaine, renouvellements de contrats existants et expansion du portefeuille d'administrations et institutions gouvernementales dans le monde
- Recentrage des Services aux entreprises sur les services gérés et les clients de premier rang (« Tier One »)
- Accélération de la croissance du chiffre d'affaires à compter du troisième trimestre 2016 et expansion des capacités mondiales grâce à O3b Networks et MX1
- Levée de fonds de 1,65 milliard d'EUR pour financer l'acquisition de 100 % du capital d'O3b et accélérer les synergies



- Chiffre d'affaires annualisé supplémentaire de 750 millions d'EUR à l'horizon 2021 grâce aux investissements en orbite géostationnaire/orbite terrestre moyenne

Karim Michel Sabbagh, Président et Directeur général, commente ainsi ces résultats :

« Les résultats de SES au premier semestre sont conformes aux attentes de la direction. Avec le succès grandissant de nos solutions globales et différenciées auprès de nos principaux clients, le carnet de commandes ne cesse de s'étoffer, confirmant le bien-fondé de notre stratégie basée sur le développement des capacités.

Grâce aux bases solides qui sont les siennes, le Groupe est désormais en mesure de générer une croissance durable à long terme. Outre la globalisation de ses activités, SES est en train de développer les solutions les plus robustes, évolutives et flexibles dans ses quatre verticales de marché. SES a continué à renforcer ses positions de leader dans les services vidéo mondiaux et la connectivité aéronautique. Dans les services aux administrations publiques, SES affiche d'excellents résultats : de nouveaux

¹ L'expression « à taux de change constants » fait référence au retraitement opéré pour neutraliser les effets des variations du taux de change et faciliter ainsi la comparaison des chiffres

² Les données « à périmètre comparable » excluent les coûts de transaction liés à l'acquisition de RR Media et des actions restantes d'O3b Networks

contrats et renouvellements ont été signés avec l'Administration américaine et de nouvelles administrations et institutions gouvernementales du monde entier ont fait leur entrée dans le portefeuille.

Dans les services aux entreprises, la part des clients mondiaux/régionaux de premier rang («Tier One») ainsi que des services gérés à valeur ajoutée et des plateformes réseaux dans le chiffre d'affaires de SES ne cesse de grandir. Avec l'évolution de la dynamique de marché, les services aux entreprises vont connaître des difficultés à court terme, mais cette situation sera largement compensée à moyen et long terme par les efforts constants de SES visant à accélérer le développement de son réseau mondial et à étoffer ses capacités par des produits et solutions complémentaires. Ce réseau offrira en outre l'avantage d'une intégration harmonieuse des systèmes en orbite géostationnaire et en orbite terrestre moyenne.

La consolidation d'O3b Networks permet d'étendre la couverture mondiale de SES et son portefeuille de solutions satellitaires ; elle accroît ses capacités différenciées dans les verticales axées sur les données et améliore le profil de croissance du Groupe, y compris dans les services aux entreprises. Cette transaction devrait, par ailleurs, générer un rendement supérieur au taux de rendement minimal des investissements d'infrastructure de SES et porter les synergies à plus de 100 millions d'EUR d'ici 2021. Le produit de la levée de fonds et de l'émission d'obligations hybrides permettra à SES de mener à bien cette importante opération, tout en conservant une note de crédit de qualité Investissement (BBB/Baa2) et en maintenant son engagement en faveur de la progressivité du dividende.»

www.ses.com

The EU-Canada Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)

BusinessEurope analyses the key features

CETA is the most ambitious and forward-looking agreement concluded by both the EU and Canada so far. BusinessEurope gives an overview of expected benefits of the agreement:

Elimination of customs duties

The elimination of customs duties on almost all products and reduced technical barriers to trade will help increase trade in goods and services between the EU and Canada by nearly 25% and lift up EU output by about 12 billion EUR a year. Tariff savings for EU exporters are estimated to be of around 470 Mio EUR per year for industrial goods. This improves the EU competitiveness against US competitors that don't face duties.

Improved market access for services and recognition of professional qualifications

Improved access to service markets could mean output gains for the EU up to 5.8 billion EUR per year once the agreement is fully implemented. Furthermore, CETA will make it easier for qualified EU professionals to work in Canada because it provides a framework to approve mutual recognition of their qualifications. This is an important benefit for young professionals who are looking to obtain working experience on the other side of the Atlantic.

Full and fair coverage of government procurements markets

Full and fair coverage of government procurement markets, including at the sub-federal level (like provinces and cities). EU businesses will be the first foreign companies to have the same market access conditions as Canadian companies when it comes to goods and services that public authorities buy – like trains, road building and health-care products.

High-level protection of intellectual property

Intellectual Property Rights: European innovations, trademarks will be given high-level protection in Canada like they



enjoy in the EU and will be better protected against unauthorised use.

GIs – protection of geographical indications

The agreement recognises the special status of traditional food products and offers protection on the Canadian market to numerous European agricultural products from specific geographical origins. The use of 173 geographical indications (GIs) will be reserved in Canada to products imported from traditional European production regions, i.e. Roquefort, Elia Kalamatas Olives, Grana Padano or Aceto balsamico di Modena.

Customs and trade facilitation provisions

Customs and trade facilitation provisions include access to advance rulings on the origin or tariff classification of products, and automated border procedures where possible. This will make it easier for European SMEs to access the Canadian market.

Key features

Increased market access for the EU industries: the value of imported and exported industrial products amounted to 25,517 Mio EUR and 31,741 Mio EUR in 2015.

90% of the bilateral trade in goods between the EU and Canada is generated by industrial products. Machinery and transport equipment as well as chemicals dominate the EU's exports of goods to Canada. In total the top 5 of the Standard International Trade Classification (SITC) represents

81.1% (22,928 Mio EUR) of the EU's imports and 86.6% (30,519 Mio EUR) of the EU's exports to Canada. (Source: European Commission)

CETA will boost the integration of goods and services: this is one of the most interesting economic changes - CETA will bring new opportunities for European companies that often cannot sell a product without providing accompanying installation or maintenance services.

Protecting democracy, consumers and environment: CETA includes all the necessary guarantees to make sure that economic gains do not come at the expense of democracy, consumer health and safety for instance by reaffirming the rights of governments to regulate and make public policy choices.

CETA protects EU public services: the agreement includes the standard EU approach, which ensures that

- nothing will prevent Member States from organising public services the way they want

- nothing will oblige Member States to privatise a sector
- nothing will stop Member States from taking privatised services back into public ownership

CETA removes investment barriers and includes ICS-Investment Court System: The EU and Canada have committed to key principles such as non-discrimination between domestic and foreign investors; no new restrictions on foreign shareholding will be introduced. CETA incorporates all the essential elements of the EU's new approach on investment protection and investment dispute settlement, i.e. an appeal mechanism, permanent judges and explicit reaffirmation of governments' right to regulate. The new system aims to be more transparent, independent and institutionalised.

The complete brochure, which also includes sectorial views, is available on BusinessEurope's website.

www.businessseurope.eu

CERATIZIT Luxembourg

célèbre ses 85 ans d'existence et inaugure un nouveau bâtiment

Le 8 juillet 2016, l'entreprise CERATIZIT Luxembourg, entité du CERATIZIT Group, a fêté son 85^e anniversaire en la présence d'environ 300 invités d'honneur, parmi lesquels S.A.R. le Grand-Duc Héréditaire, la Secrétaire d'État à l'Économie Francine Closener et le ministre du Logement et Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche Marc Hansen. Les membres du Directoire de CERATIZIT ont profité de cette occasion exceptionnelle pour inaugurer un nouveau bâtiment abritant entre autres une ligne de production et un Centre de Recherche ultramoderne.

Les premiers pas de CERATIZIT remontent à 1931, lorsque Dr. Nicolas Lanners fondait la « Luuchtefabrik » à Bereldange et dont l'activité était dédiée à la fabrication de filaments de tungstène pour les lampes à incandescence. En l'espace de 85 ans, cette entreprise familiale luxembourgeoise n'a cessé de se développer en investissant en permanence dans la recherche fondamentale, l'ingénierie des procédés, le développement et l'application des produits pour devenir un groupe industriel mondial connu sous le nom de CERATIZIT Group aujourd'hui.

Le premier moment clef de cette expansion se situe en 1949, lorsque la « Luuchtefabrik » devint « CERAMETAL ». L'actionnariat de cette nouvelle entreprise se composait comme suit :

- Dr. Paul Schwarzkopf de Metallwerk Plansee, entreprise familiale autrichienne qui avait été fondée en 1921 à Reutte et qui avait elle aussi fait ses débuts avec la fabrication de filaments de molybdène et de tungstène pour l'industrie de l'éclairage,
- Dr. Guillaume Kroll, ingénieur remarquable qui en 1932, avait inventé un procédé pour réaliser des alliages légers à base de titane,
- et Dr. Nicolas Lanners lui-même.

Cette combinaison de ressources a permis à Dr. Nicolas Lanners de développer son entreprise et marqua aussi le premier rapprochement entre CERAMETAL et Metallwerk Plansee. En 1962, Dr. Kroll et Dr. Schwarzkopf revendirent leurs parts de CERAMETAL. Durant des années, les sociétés luxembourgeoise et autrichienne ont fait office de pionniers dans le domaine du carbure de tungstène. Elles ont connu, en parallèle, une croissance prospère grâce à la recherche, à la mise en place de nouvelles



technologies et au développement d'outils de coupe et de solutions innovantes pour la protection contre l'usure.

Le site luxembourgeois a été transféré à Mamer en 1971 et en 1978, le lancement de la production aux États-Unis marqua pour CERAMETAL le début de son développement à l'international. 20 ans plus tard en 1998, un premier atelier de production de carbure ouvrait ses portes en Chine. L'expansion de CERAMETAL a réellement eu le vent en poupe en 2002, lorsque la fusion avec son homologue autrichien, qui se nommait Plansee Tizit à ce moment, a donné naissance à CERATIZIT.

Aujourd'hui, il s'agit d'un groupe industriel international qui représente 6.000 employés répartis à travers le



Gilles Roth (Bourgmestre de la Commune de Mamer), Francine Closener (Secrétaire d'État à l'Économie), Marc Hansen (Ministre du Logement et Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche), Jacques Lanners (Co-président du Directoire CERATIZIT S.A.), S.A.R. le Grand-Duc Héréditaire ©CERATIZIT S.A.



Thierry Wolter (Membre du Directoire CERATIZIT S.A.), Francine Closener (Secrétaire d'État à l'Économie), S.A.R. le Grand-Duc Hérédier, Jacques Lanners (Co-président du Directoire CERATIZIT S.A.), Karlheinz Wex (Co-président du Directoire CERATIZIT S.A.) ©CERATIZIT S.A.



Thierry Wolter (Membre du Directoire CERATIZIT S.A.), Francine Closener (Secrétaire d'État à l'Économie), S.A.R. le Grand-Duc Hérédier, Jacques Lanners (Co-président du Directoire CERATIZIT S.A.), David Goldrake, Karlheinz Wex (Co-président du Directoire CERATIZIT S.A.) ©CERATIZIT S.A.

monde, 26 sites de production sur 3 continents: l'Europe, l'Asie, l'Amérique et plus d'une cinquantaine de bureaux de vente.

Nouveau bâtiment « Dippach »

La deuxième partie de la célébration a été dédiée à l'inauguration du bâtiment « Dippach », 10^e extension à Mamer depuis 1971, qui représente un investissement de 31,5 millions d'EUR et vient ajouter 12.500 m² au site.

CERATIZIT Luxembourg, ancien CERAMETAL, est le berceau du groupe et représente le site le plus important en termes de surface de production et de nombre d'employés. Le site de Mamer compte 1.200 employés et 600

machines opérant aujourd'hui sur une surface de production totale de plus de 45.000 m².

La recherche fondamentale et analytique est centralisée au Luxembourg pour l'ensemble du Groupe CERATIZIT et grâce à l'investissement dans le bâtiment « Dippach », le groupe a multiplié la surface dédiée à la recherche par 2,5.

Cette extension comporte d'ailleurs une nouvelle ligne de production pour des outils de coupe, des locaux administratifs et vient offrir un nouveau restaurant d'entreprise et des salles de loisirs à ses employés.

www.ceratizit.com



Marc Hansen (Ministre du Logement et Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche) Francine Closener (Secrétaire d'État à l'Économie), S.A.R. le Grand-Duc Hérédier, Mme Marianne Lanners ©CERATIZIT S.A.



Paul Jung (Managing Director CERATIZIT Luxembourg), S.A.R. le Grand-Duc Hérédier, Francine Closener (Secrétaire d'État à l'Économie) ©CERATIZIT S.A.

Road Efficiency

Coûts d'exploitation réduits
+ sécurité maximale
+ disponibilité totale

Efficiencence sur toute la ligne

Mercedes-Benz

Trucks you can trust



HITEC Luxembourg

Three decades of innovation

On February 1st, 2016, HITEC Luxembourg completed its 30th year of business operation. Since the inception in 1986, HITEC's objectives remain to adapt to the wishes and needs of their customers. This company philosophy is the basis for successful and sustainable growth at HITEC Luxembourg. The celebrations took place on 14th September 2016.

Today, HITEC Luxembourg provides a largely expanded and improved portfolio of high-technology products, innovative solutions, and professional services, designed to address the needs of the private and public sectors customers, both nationally and internationally. The true mark of a company like HITEC Luxembourg is its ability to consistently move forward, while continuously adjusting to the ever changing needs of the clients and responding to the newest developments in technology.

The company has gone through organisational changes to stay at the forefront of industrial development. HITEC makes innovation an integral part of the business operations: the market launch of new products and services, the growth of the teams, the thorough review and critical selection of new growth businesses and the internationalisation of the activities.

The improvements realised over the last three decades would not have been possible without the dedication of everyone who has worked at HITEC since its inception in one role or the other. As the company celebrates thirty years of existence, they are recommitting themselves to continuously improve and extend the service and product offering.

The company, as a Luxembourg based undertaking, committed itself to strengthen and promote the national economy through innovation and technology. With respect to this essential philosophy, HITEC lives the concept of sustainability since the very beginning: to provide the clients with future-proof and innovative solutions. As a visible sign of this fundamental idea, the company supports the "Wëssens-Atelier" Luxembourg - an educational programme which intends to fascinate youngsters (age 8-12) with technology. HITEC believes that fostering creativity and curiosity at this early age will lead to innovative thinking grown-ups which can change the world to the better.

HITEC is proud of what they have accomplished together with all their stakeholders, and are excited and energized as they enter the next decade.

www.hitec.lu



Nicolas Comes (Co-Founder and Chairman of the Board HITEC Luxembourg), Étienne Schneider (Deputy Prime Minister and Minister of the Economy), Yves Elsen (Managing Partner and CEO HITEC Luxembourg) and Philippe Osch (Chief Technology Officer HITEC Luxembourg)



EURO-COMPOSITES

Étienne Schneider se félicite du projet d'extension à Echternach pour 61 millions d'EUR

L'entreprise EURO-COMPOSITES investira sur son site de production à Echternach 61 millions d'EUR pour la construction de nouveaux bâtiments et l'acquisition de nouveaux équipements de pointe. Ce projet d'extension permettra d'augmenter la capacité de production.

L'investissement créera au sein du groupe EURO-COMPOSITES près de 230 nouveaux emplois.

En date du 20 juillet 2016, le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, Étienne Schneider, a visité la société EURO-COMPOSITES à Echternach afin d'honorer cet investissement : « Avec ce projet d'extension d'envergure, les responsables d'EURO-COMPOSITES réaffirment leur confiance à long terme envers le Luxembourg comme site industriel et contribuent ainsi au développement économique régional voire national. Je me réjouis aussi de l'excellente collaboration entre le ministère de l'Économie et l'entreprise, qui a notamment consolidé ses activités de recherche et de développement au Grand-Duché afin de fabriquer des produits innovants à plus haute valeur ajoutée. »

Rolf Mathias Alter, président et CEO et seul propriétaire de EURO-COMPOSITES : « Le Luxembourg est pour nous l'emplacement idéal vu sa situation géographique centrale, la bonne formation et le multilinguisme de ses habitants ainsi que la collaboration efficiente avec les autorités luxembourgeoises. »

Présent au Luxembourg depuis 1984, EURO-COMPOSITES développe, produit et transforme des matériaux composites, dont notamment des panneaux sandwichs constitués d'une structure de nid d'abeille. Le secteur de l'aviation est le principal marché de la société. Les domaines industriels, spatial et défense sont également intéressants pour EURO-COMPOSITES qui produit des panneaux en matériaux composites et en aluminium utilisés entre autres dans la fabrication de satellites.

EURO-COMPOSITES SA à Echternach a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires de 116 millions d'EUR et emploie actuellement près de 800 salariés.

www.euro-composites.com

Avery Dennison

65 million USD investment in Rodange production facility

Demand for pressure-sensitive materials continues to grow in Europe. To meet future demand, Avery Dennison is strengthening its European manufacturing footprint with a 65 million USD investment to expand its Rodange, Luxembourg production facility. The investment is one of Avery Dennison's largest operational initiatives globally in recent years.

"Following years of increasing market demand in Europe, and in line with our long-term growth strategy, we have decided to increase our capacity and capabilities so we can bring customer service and product quality to the next level. Moreover, in building a platform with sustainability and flexibility in mind, we are gaining an even greater ability to be responsive to our customer needs in both of these pivotal areas. The new technologies that are an integral part of this expansion will provide our customers with increased choices and opportunities as we grow together in the years to come", said Angelo Depietri, vice president and general manager Materials Group Europe.

The expansion incorporates a state of the art, multi-capability coater, additional slitter capacity, a new packaging line, and an automated warehouse.

The total space utilized in Rodange will increase by more than 12,000 sqm and will be optimized to deliver maximized sustainability related to waste management, energy consumption and water-use efficiency.

Following an assessment of potential locations for this investment, Rodange emerged as the preferred option on two particular fronts: high productivity and efficiency, and shorter customer delivery distances, which enhances service capability while reducing greenhouse gas



emissions. Specifically, by situating this added capacity in centrally-located Luxembourg, associated greenhouse gas emissions will be decreased by 700 tons annually, contributing to the realization of the goals Avery Dennison set out in its Sustainability Agenda 2025.

A permit to begin the expansion is expected from local authorities in Rodange by the end of September, with construction expected to begin later this year. Initial production from the expansion is expected in the second half of 2018.

Étienne Schneider visits the Rodange production facilities

On 23rd September, Deputy Prime Minister and Minister of the Economy, Étienne Schneider, accompanied by Nicolas Buck (chairman Fedil) and Pierre Mellina (mayor of Pétange) visited the facilities of Avery Dennison in Rodange to congratulate the company on their investment project for the Luxembourg production site.

www.averydennison.com



Nicolas Buck (Chairman Fedil), Patrick Nickels (Ministry of the Economy), Severine Marquet (Plant Manager Avery Dennison), Étienne Schneider (Deputy Prime Minister, Minister of the Economy) et Pierre Mellina (Mayor of Pétange)



Pierre Mellina (Mayor of Pétange), Severine Marquet (Plant Manager Avery Dennison) et Étienne Schneider (Deputy Prime Minister, Minister of the Economy)

FAGE

Étienne Schneider annonce un investissement de 100 millions d'EUR du groupe agroalimentaire

Lors d'une conférence de presse en date du 28 juillet 2016, le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, Étienne Schneider, a présenté un projet d'investissement du groupe agroalimentaire FAGE portant sur un investissement de 100 millions d'EUR et créant 100 nouveaux emplois au Luxembourg. Le projet prévoit l'implantation d'une usine de production de yaourt grecque dans la zone d'activité économique nationale Wolser à Bettembourg/Dudelange.

Le groupe FAGE est un acteur reconnu dans l'industrie laitière internationale, tout en ayant préservé son caractère d'entreprise familiale, dirigée entretemps en troisième génération par la famille Filippou. La famille Filippou est entrée dans le marché agroalimentaire par la petite porte en ouvrant en 1926 une crèmerie à Athènes. Un pas décisif fut franchi en 1964 avec l'installation d'une première usine de production de yaourt. Les premières exportations remontent à 1989 avec l'introduction des produits FAGE sur le marché britannique. Le groupe dispose d'une unité de production en Grèce et, depuis 2008, d'une unité de production de yaourt grecque à Johnstown, État de New York, qui est de taille comparable à celle prévue à Dudelange. FAGE exporte sa production dans 40 pays différents, dont la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique ou l'Allemagne sont les marchés européens les plus importants.

Le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, Étienne Schneider, a déclaré : « Pour le site d'implantation de l'usine, le Luxembourg a été mis en compétition avec d'autres pays. Une fois de plus, nos atouts ont joué en notre faveur comme les relations étroites avec les administrations, l'environnement politique et économique stable ainsi que la proximité du Grand-Duché avec les marchés visés en raison de sa situation géographique au cœur de l'Europe. Comme pour les porteurs des autres projets industriels annoncés récemment, je me réjouis que FAGE souhaite aussi embaucher dans la mesure du possible des demandeurs d'emploi inscrits à l'Adem. »

Le directeur opérationnel de FAGE International SA, Kyriakos Filippou, a commenté : « Le groupe FAGE a installé en 2012 son quartier général au Luxembourg, ce qui explique en partie aussi notre intérêt à localiser ici une unité de production desservant le marché européen. Nous visons une production annuelle de 40.000 tonnes de yaourt, voire plus. Nous souhaitons que l'usine soit opérationnelle fin 2018 et nous nous réjouissons de jouer un rôle important dans l'économie nationale. »

www.fage.eu

Investissements

Le vent en poupe pour l'industrie

Avec l'annonce du projet du groupe grec Fage prévoyant la création d'une centaine d'emplois et un investissement de 100 millions d'EUR, à peine deux jours après la déclaration du renforcement de la présence d'Euro-Composites à Echternach et quelques semaines après celle de l'implantation d'une nouvelle ligne de production de DuPont de Nemours à Contern, le Luxembourg peut se réjouir de la création de quelque 450 nouveaux emplois et de plus de 500 millions d'EUR d'investissements dans l'industrie.

Aux yeux de la Fedil, ces aboutissements sont l'illustration de la volonté du gouvernement de mener une vraie politique industrielle visant la diversification, la modernisation ainsi que la visibilité du secteur. Ils constituent en même temps la preuve indéniable qu'il est toujours possible d'ancrer une industrie forte dans l'écosystème luxembourgeois.

En effet, les dernières semaines ont montré une fois de plus que l'industrie luxembourgeoise a bel et bien un futur. Ce dernier est indissociable d'un mouvement menant à la digitalisation et à l'automatisation des outils de production d'un côté et des atouts du Luxembourg de l'autre, à savoir la situation géographique, la stabilité politique, le multilinguisme ou encore la bonne coopération avec les ministères et les administrations compétents.

Pour René Winkin, directeur de la Fedil: « Ces nouveaux projets ainsi que les modernisations des outils opérées par nombre d'entreprises existantes nous montrent qu'une politique industrielle est réellement possible et qu'elle peut se faire à vitesse supérieure si les secteurs public et privé travaillent main dans la main. »

De toute évidence, une industrie en plein développement a besoin de main d'œuvre qualifiée. De grands efforts devront être consentis en vue d'assurer la relève. Voilà pourquoi la Fedil souhaite souligner sa volonté de contribuer au développement de l'écosystème luxembourgeois de la manière la plus active possible et cela notamment par le biais de projets destinés à la promotion des industries parmi les jeunes afin de les intéresser aux métiers techniques de même qu'aux formidables opportunités offertes dans les nouvelles technologies.

Par ailleurs, les investissements annoncés et les besoins de recrutement qui en découlent seront l'occasion de vérifier si le rapprochement entre demandeurs d'emploi et créateurs d'emploi a bien pu avancer en ligne avec les objectifs du « Partenariat pour l'Emploi ».

Finalement, la Fedil ose espérer que les grandes réalisations à venir encourageront le gouvernement et les administrations - et cela avant même l'entrée en vigueur de la loi OMNIBUS - à concrétiser leur volonté de simplifier et d'accélérer les procédures d'autorisation requises.

Il va sans dire que les expériences positives des porteurs de projets cités ci-dessus ne sauront que faire figure d'encouragement pour des investissements futurs.

www.fedil.lu

www.dupont.com

www.euro-composites.com

www.fage.eu

"The Future of Industry in Europe"

Conference organised by the Confederation of Portuguese Business (CIP) and BusinessEurope



Luis Mira Amaral (CIP), Markus Beyrer (BusinessEurope), Guillermo Ulacia (CEOE), Loïc Armand (MEDEF), Nicolas Buck (Fedil), Maria João Rodrigues (European Parliament), Paulo Ferreira (Journalist - moderator)

On July 1st, 2016, one week after the British referendum, representatives from seven European business organisations, MEPs, international institutions, experts and entrepreneurs met in Lisbon to discuss the future of industry in Europe. The event was attended by 400 participants. Nicolas Buck represented Fedil and participated as a speaker.

In the words of Antonio Saraiva, President of the CIP, in his opening speech, the representatives were in Lisbon to "discuss the future of industry in Europe, united in diversity, according to the motto of the European Union. In fact, our experience at BusinessEurope shows us that despite the diversity of our national realities, despite the diversity of our perspectives, it is possible to reach a consensus on the essential subjects that unite us, as representatives of the business communities of our countries".

Throughout the day many speakers participated in the debates and discussed topics such as the challenges faced by the European integration and the role of private

investment as an engine for growth. Among them were António Costa (Prime Minister of Portugal), Augusto Santos Silva (Minister of Foreign Affairs), Manuel Caldeira Cabral (Minister of Economy), Maria João Rodrigues (Vice-President of the S&D Group in the European Parliament), José Manuel Fernandes (Member of the European Parliament), Emma Marcegaglia (President of BusinessEurope), Markus Beyrer (Director General of BusinessEurope), Román Escolano (Vice-President of the European Investment Bank), Guillermo Ulacia (President of the Industry and Energy Committee of CEOE), Lars Mikkelsen-Jensen (President of DI - Confederation of Danish Industry), Stefan Mair (Member of the Executive Council of BDI - Federation of German Industries) and Nicolas Buck (Fedil - Business Federation Luxembourg).

www.businessseurope.eu
www.cip.org.pt
www.fedil.lu

Visite de travail à Londres et Bristol

Nicolas Buck accompagne Étienne Schneider et Pierre Gramegna en Angleterre

En présence de Nicolas Buck, président de la Fedil, Étienne Schneider a eu une entrevue à Londres avec des hauts représentants de la « Confederation of British Industry » (CBI) qui représente l'ensemble des secteurs économiques, y compris le secteur financier. Lors de la réunion, les représentants du plus important syndicat patronal britannique ont fait part de leurs préoccupations quant aux conséquences au niveau de la libre circulation des personnes, des capitaux et en ce qui concerne l'accès aux financements européens lorsque le Royaume-Uni devrait quitter l'UE.

Lors de la deuxième et dernière journée de la visite de travail, le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, Étienne Schneider, s'est rendu à Bristol où un protocole d'accord a été signé pour établir une coopération scientifique entre le « National Composite Centre » britannique et le futur centre de compétences national pour matériaux composites géré par le « Luxembourg Institute of Science and Technology » (LIST). La mise en commun des compétences de ces deux entités permettra à terme de dynamiser davantage au Luxembourg le secteur des matériaux composites qui emploie déjà actuellement environ 1.600 personnes.

Suite aux nombreux contacts avec les acteurs économiques à Londres et à Bristol pendant la visite de travail, le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie conclut : « L'imprévisibilité quant à l'avenir politique et économique est palpable au sein du milieu entrepreneurial britannique. En raison des fortes relations commerciales et financières que nous entretenons depuis toujours, le Luxembourg a intérêt à œuvrer au niveau européen pour que le Royaume-Uni ne soit pas isolé de l'UE. » Pierre Gramegna a eu une réunion de travail avec David Gauke, ministre du Trésor, pour évoquer les conséquences politiques et économiques du référendum britannique. Il a également rencontré des représentants de la « City of London Corporation », dont



Étienne Schneider (Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie), Josh Hardie (Deputy Director-General CBI), Nicolas Buck (président de la Fedil) ©SIP/Luc Deflorenne

Mark Boleat, président du comité stratégique et Jeremy Browne, représentant spécial pour l'UE, pour discuter des implications du Brexit pour l'industrie financière londonienne et le rôle que la place financière du Luxembourg peut jouer dans ce contexte. Le ministre des Finances a par ailleurs multiplié les entrevues avec des dirigeants du secteur bancaire et de l'industrie des fonds.

Pierre Gramegna commente : « Les entrevues de ces deux derniers jours nous ont permis de mesurer l'incertitude qui plane sur les entreprises établies au Royaume-Uni. Celles-ci se posent de nombreuses questions sur leur stratégie de développement pour les années à venir. Dans ce contexte, le Luxembourg est perçu comme un havre de stabilité, offrant un cadre juridique fiable et des solutions pragmatiques. L'approche constructive du gouvernement luxembourgeois, qui contraste avec les démarches agressives de certains autres centres financiers, est grandement appréciée par les acteurs britanniques. »

ArcelorMittal Luxembourg

présente son « Rapport 2015 sur le Développement durable »

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des actions conduites en 2015 au Luxembourg en faveur du Développement durable et illustre l'engagement du groupe en tant qu'entreprise citoyenne responsable. ArcelorMittal au Luxembourg s'est d'ailleurs vu renouveler pour une durée de trois ans le label « Entreprise Socialement Responsable » délivré par l'INDR (Institut national pour le développement durable et la responsabilité des entreprises). L'obtention de ce label, délivré au terme d'un audit rigoureux réalisé par un consultant indépendant prenant en compte les différents champs d'intervention de l'entreprise, couronne les efforts engagés par ArcelorMittal au Luxembourg pour approfondir la démarche de développement durable lancée depuis de nombreuses années.

L'entreprise a en effet poursuivi tout au long de l'année dernière sa politique 'Développement durable' en articulant ses actions autour de 10 enjeux-clé. Inspirés par les attentes des parties prenantes, ils guident la démarche visant à produire de l'acier sûr et durable.

L'année 2015 a également été marquée par la mise en place du Comité Développement durable, qui réunit des top managers, des responsables de sites industriels et divers experts internes. Il est chargé de développer une vision au niveau national à traduire ensuite en plan d'actions. Il a également la responsabilité d'arbitrer entre différents projets et se porte garant de l'application des principes de Développement durable dans les différentes activités locales.

ArcelorMittal Luxembourg a l'ambition de contribuer à faire de l'acier, matériau par nature recyclable à l'infini, un acteur de premier plan pour développer des styles



de vie et des infrastructures durables, tout en veillant à une utilisation responsable des ressources, de l'énergie, une protection de l'eau, de l'air et des sols. L'entreprise confirme son implication auprès de la société civile au travers de son soutien à des associations diverses œuvrant dans les domaines de la santé, de l'environnement, de l'éducation. Enfin, ArcelorMittal Luxembourg conduit son action dans le cadre d'une gouvernance transparente, en veillant à donner à ses parties prenantes les moyens de la solliciter et de l'alerter afin d'améliorer son empreinte environnementale, sociale et sociétale.

L'avenir de la planète est au cœur des préoccupations des citoyens du monde et des entreprises responsables conscientes de leur empreinte environnementale. ArcelorMittal au Luxembourg a à cœur de contribuer au Développement durable dans le cadre de ses 10 enjeux-clés.

luxembourg.arcelormittal.com/Developpement-durable/

Minusines S.A.

Acquisition de la société « Spark Energy Solutions »

Minusines S.A. élargit son portefeuille de produits dans les domaines de l'air conditionné, de la ventilation, du chauffage (HVAC) ainsi que de l'énergie renouvelable (énergie solaire) grâce à l'intégration dès le 1^{er} septembre 2016 des activités de « Spark Energy Solutions s.à r.l. ».

Le plus grand distributeur en matériel électrique au Luxembourg, leader du marché avec de nombreuses représentations dans les domaines de l'éclairage et du matériel électrique étend son offre avec l'acquisition des activités commerciales de Spark Energy Solutions s.à r.l., société fondée en 2011.

La gamme de produits de Spark Energy Solutions va, parallèlement aux partenariats déjà existants, élargir l'offre de Minusines dans les secteurs du chauffage, de l'air conditionné, de l'énergie solaire et de la technique de ventilation.

Grâce aux personnels spécialisés de Spark Energy Solutions, la compétence sera accrue et le « portefeuille de solutions » amélioré dans le domaine des infrastructures techniques des bâtiments aujourd'hui de plus en plus interconnectées (bâtiment intelligent).

La direction, ainsi que l'équipe renforcée de Minusines se réjouissent de continuer à partir du 01.09.2016 l'activité de vente depuis le stock de Minusines à Gasperich,



et s'efforceront de développer et de soutenir au mieux l'activité, au service des clients et des partenaires commerciaux.

Fondée en 1925, Minusines S.A. est leader sur le marché luxembourgeois dans le domaine de la distribution de matériel électrique et de la technique d'éclairage. Grâce à sa longue expérience et à son savoir-faire dans la conception, la réalisation et la représentation des grandes marques de l'industrie électrique, Minusines se révèle être le partenaire indispensable pour les architectes, les bureaux d'études, les électriciens, les installateurs et maîtres d'ouvrage.

www.minusines.lu



iStock.com – © wildpixel



Paul Wurth - the capacity to continuously innovate

The development of new products and the optimisation of our existing portfolio have always been a high priority for Paul Wurth. For a technological company such as ours, innovation is crucial as it means that we are able to take a technological lead and meet both market and customer expectations. Thanks to the know-how and innovation skills of our highly-qualified employees, we offer most advanced solutions in our different fields of activities:

- Full range of technologies and processes for the **Primary Stage of Integrated Steelmaking**
- Innovative solutions for **Civil Construction and Infrastructure Projects** (Paul Wurth Geprolux S.A.)

Paul Wurth S.A.

32, rue d'Alsace
L-1122 Luxembourg

Tel. +352 4970-1
paulwurth@paulwurth.com

www.paulwurth.com

Subsidiaries: Brazil, Czech Republic, Germany, India, Italy, Japan, Korea, Mexico, P.R. China, Russia, Taiwan, Ukraine, U.S.A., Vietnam



PAUL WURTH

SMS group

Paul Wurth

Indian Minister of Steel visits the Luxembourg headquarters

On 29 August 2016, Paul Wurth S.A. was honored to welcome Minister Chaudhary Birender Singh, Union Minister of Steel of the Government of India, in its Luxembourg headquarters.

Michel Wurth, Chairman of the Board of Paul Wurth, and Georges Rassel, CEO, welcomed the high-ranking Indian delegation, which was joint among others by the H.E. Mr. Manjeev Singh Puri, Ambassador of India to Belgium, Luxembourg and the European Union, H.E. Mr. Sam Schreiner, Ambassador of Luxembourg to India as well as Joint Secretary Mr. Sunil Barthwal and Shri Prakash Kumar Singh, Chairman of Steel Authority of India Ltd (SAIL).

The fact that the Minister of Steel was accompanied by eminent representatives from SAIL, the largest and public-owned steel company in India, with which Paul Wurth has had close business relations for about thirty years, brought technological depth into the discussions. The focus of the exchanges was mainly on how Paul Wurth can contribute to enhance the productivity and reduce the operating cost of hot metal production units by means of targeted plant improvements. Moreover, by presenting Paul Wurth's comprehensive portfolio in coke making and agglomeration,



Georges Rassel also showed that the present collaboration with SAIL could be extended beyond the blast furnace domain. Another topic was the investigation for possible joint R&D projects with the Indian steel industry. This is also a collaboration path supported by both the Indian Steel Ministry and the Luxembourg Ministry of the Economy. These talks were continued when, after the meeting at Paul Wurth, Minister Chaudhary Birender Singh met the Deputy Prime Minister and Minister of the Economy Etienne Schneider.

www.paulwurth.com

Prix Rolf Tarrach

Simon Campese receives award for best doctoral thesis 2016



Rolf Tarrach (Vice President Amis de l'Université), Simon Campese (laureate 2016) and Erna Hennicot-Schoepges (President Amis de l'Université) ©Michel Brumat / Université du Luxembourg

The mathematician Simon Campese won the Rolf Tarrach Award 2016 for his doctoral thesis on probability. During the award ceremony, which was held at the Chambre of Commerce on 12 July, Erna Hennicot-Schoepges, President of the association "Amis de l'Université du Luxembourg", presented the prize amounting to 10,000 EUR.

Born to German and Italian parents, Simon Campese grew up and studied mathematics in Germany. After his master degree at TU Dortmund University, Simon joined the Mathematics Research Unit (RMATH) at the University of Luxembourg in 2010 as PhD student under the supervision of Professor Giovanni Peccati.

A very international PhD student

Entitled Optimal rates, Fourth Moment Theorems and non-linear functionals of Brownian local times, his thesis

focused on limit theorems. "Roughly speaking, limit theorems allow to model highly complex random phenomena observed in the real world, such as a stock prices", explains Simon Campese. "A limit theorem ensures that the model is close to reality and the approximation error is small. Verifying that such a limit theorem is valid can be quite complicated. In my dissertation, a general and flexible modelling framework is developed, in which this verification can be carried out in a very efficient way."

Simon Campese really enjoyed his stay as PhD student at the University of Luxembourg: "The working conditions were perfect: spacious and well equipped offices, modern IT equipment, regular visits of external experts, easy access to all important journals and ample funding for travel. Not to speak of my advisor, who was always available for discussion and a constant source of inspiration".



The guests of honour enjoyed Erna Hennicot-Schoepges' sense of humour ©Michel Brumat / Université du Luxembourg

The doctoral thesis as career springboard

The publication of his thesis in 2014 was very successful, and sparked several collaborations with research groups from Denmark, France, Germany, Italy and USA. Following a postdoctoral position with Professor Domenico Marinucci at the University of Rome Tor Vergata, Simon returned to the University of Luxembourg to work with Professor Ivan Nourdin. Today he is really proud: "It is a great honour for me to receive this award, I see it as a motivating factor to continue my research activities and I am very happy to be in Luxembourg again", he said.

By presenting this award every year since 2012, the association Amis de l'Université du Luxembourg aims to promote scientific excellence and innovative work.

www.amis-uni.lu



Rolf Tarrach (Vice President Amis de l'Université), Simon Campese (winner of the prize 2016) and Nicolas Buck (Chairman Fedil) ©Michel Brumat / Université du Luxembourg



Pierre Gramegna (Minister of Finance) recognised the laureate's thesis in his speech ©Michel Brumat / Université du Luxembourg 2016

CTI Systems & SMS Logistiksysteme form a joint enterprise under the name of AMOVA

The German SMS group GmbH and Paul Wurth S.A. of Luxembourg, in which SMS GmbH holds an interest of about 60 per cent, are merging their subsidiary companies SMS Logistiksysteme GmbH and CTI Systems S.A. to form a joint enterprise. The object of the new enterprise is further expansion of business in the areas of intralogistics, aviation and surface treatment.

SMS Logistiksysteme, based at Netphen in Germany's Siegerland, has been creating individual logistics and service solutions for the steel and non-ferrous metals industry for over 60 years and is amongst the world's leading providers in this market. Since 2013 SMS Logistiksysteme has also offered customer-specific storage, transport and handling systems for air cargo terminals under the new brand name ACUNIS.

CTI Systems has been a leading supplier of tailor-made turn-key systems in the areas of intralogistics and surface treatment and especially of aviation for over 50 years. At its company headquarters at Lentzweiler in Northern Luxembourg it generates innovative concepts for customers from all over the world.

Opening up new markets and winning further customers

Merging the two companies will smooth the way to further growth. Focus will also be on markets outside the steel and non-ferrous metals sector. Through the merger a global provider with annual sales of around 100 million EUR and 300 employees worldwide will be set up. SMS Logistiksysteme will profit from CTI Systems' broad base, while CTI Systems will gain depth in its core field of intralogistics. Both companies are leading in their respective markets. Together they will be able to open up new sales potential and so win further customers. This is to be achieved by means of a uniformly based worldwide sales and marketing organisation. The service and automation segments will be additional drivers of future growth.



Innovative products and problem-free execution of major projects

The process of value creation will in future be shared between the two company locations. A functional organization will bring together the best solutions from both companies to guarantee even closer support for customers. Because of the size of the company created by the merger and with the support of SMS group GmbH and Paul Wurth S.A. the new enterprise will in future also be in a position to reliably execute a number of large-scale projects at the same time.

Merger

Company management will be in the hands of Bernd Klein (chairman) and Ernest Faber. The joint enterprise will in future operate under the new name AMOVA at the following addresses:

AMOVA GmbH
Obere Industriestrasse 8
D-57250 Netphen
Germany

AMOVA S.à r.l.
Z.I. Eselborn-Lentzweiler
12, op der Sang
L-9779 Lentzweiler
Luxembourg

SOCOM fête ses 45 ans

Le 1^{er} juillet 2016, la société Socom, implantée à Foetz, a réuni ses collaborateurs dans la salle Chapito du Casino de Mondorf pour fêter les 45 ans d'existence de la société en passant en revue son passé et en se projetant dans l'avenir.

Intégrateur de solutions technologiques, Socom conçoit, installe et maintient des systèmes ou sous-systèmes dans l'industrie, les infrastructures et le tertiaire. Spécialiste des domaines du génie électrique, mécanique, de l'énergie, des réseaux de communications, Socom équipe notre cadre de vie et accompagne ceux qui le font changer - collectivités, entreprises industrielles et tertiaires - dans la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance de leurs installations. Avec un effectif de 560 collaborateurs, Socom réalise un chiffre d'affaires annuel de 78 millions d'EUR au Luxembourg et dans la grande région.

Les prestations de Socom vont des métiers traditionnels de l'installation électrique à des métiers spécialisés comme le contrôle-commande, les systèmes de sécurité, le montage mécanique ou les réseaux de communications. C'est du secteur de l'industrie que Socom tire ses origines et sa culture. Un héritage qui lui permet aujourd'hui de proposer des solutions innovantes. Sidérurgie, industrie chimique, cimenterie, papeterie ou automobile, autant de secteurs où Socom met ses compétences au service du client. Spécialiste de l'immobilier tertiaire, Socom est un partenaire privilégié pour tous projets en milieu

commercial, scolaire, hospitalier ou administratif comme les sièges de Lalux et de la Banque Générale Luxembourg. S'appuyant sur son expérience dans le milieu routier, aéroportuaire et ferroviaire, Socom est aussi partie prenante dans les projets de LuxTram. Des immeubles de bureaux aux centres commerciaux ou de loisirs, les équipes de maintenance de Socom assurent le confort du personnel et du public et optimisent les coûts de fonctionnement des équipements techniques.

Socom a été créé en 1971. Après un début fulgurant, où l'effectif est passé de 0 à 150 salariés en 18 mois, l'évolution de l'entreprise s'est faite d'une façon dynamique et régulière. Dirigé par un comité de direction composé de Marc Thein (Président) Marc Wolff, Daniel Persavalli et Pierrot Dicamillo (membres), l'entreprise continue à s'enrichir avec de nouvelles compétences et poursuit son développement au Luxembourg et à l'étranger.

Dans son discours, le Président Marc Thein a remercié les salariés et a honoré plusieurs personnes dont quelques-unes ayant une ancienneté de plus de trente ans auprès de Socom.

En présence du Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie Étienne Schneider, la soirée a été couronnée par le show fabuleux de la contorsionniste Liu Xhin.

www.socom.lu



Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)

Rapport annuel 2015 : Au défi des besoins économiques, industriels et sociétaux

Le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) a annoncé la sortie de son premier rapport annuel depuis sa création, le 1^{er} janvier 2015, par le regroupement des centres de recherche Gabriel Lippmann et Henri Tudor. L'objectif du regroupement était de recentrer les activités RDI sur le développement de technologies et de les aligner sur les priorités de croissance économique et industrielle du Luxembourg. Pari réussi comme vous pourrez le découvrir dans ce premier rapport annuel.

En effet, les priorités stratégiques du LIST ont été identifiées pour renforcer la politique de diversification économique et de croissance intelligente du gouvernement luxembourgeois. Ainsi, l'organisation mise en place par le LIST repose sur un schéma matriciel où les trois départements technologiques (science et technologies des matériaux, technologies de l'information et technologies de l'environnement) développent l'expertise, le savoir-faire et les briques technologiques qui alimentent quatre programmes intersectoriels consacrés aux villes (Smart Cities), à l'espace (Smart Space), à la finance (Smart Finance) et à l'industrie (Smart Manufacturing). Ces programmes permettent d'accompagner l'effort national visant à transformer le Luxembourg en une « Smart Nation ». Ils permettent aussi de mettre la recherche contractuelle du LIST à la hauteur de ses ambitions. En 2015, le LIST a ainsi multiplié ses collaborations avec des PME et grands groupes. 60% des contrats signés l'ont été avec des entreprises luxembourgeoises et européennes. 42% de ces entreprises appartiennent au secteur de la production manufacturière, suivi du secteur des technologies de l'information, de la construction, de la santé, de la gestion de l'eau, de l'énergie, de l'espace, de la mobilité, du transport, de la logistique et de la finance.

Renforcer les synergies

Pour pouvoir être cette locomotive de l'ambition nationale en matière d'innovation, le LIST doit maximiser les synergies avec l'ensemble des acteurs de l'innovation au Luxembourg, dont les industriels multinationaux, les clusters industriels et les PME, les agences de financement et de promotion de l'innovation telles que le Fonds National de la Recherche (FNR) et l'agence nationale pour la recherche et



l'innovation Luxinnovation, les différents ministères luxembourgeois, les instituts de recherche comme le Luxembourg Institute of Health (LIH), le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et l'Université du Luxembourg. Les collaborations avec ces derniers ont été nombreuses en 2015 : 17 projets de recherche menés avec l'Université du Luxembourg dont 3 financés par le programme Horizon2020, premiers contacts pour la mise en place d'une école doctorale conjointe avec l'Université du Luxembourg, ainsi que d'un programme de formation pour les doctorants, lancement d'un nouveau projet d'envergure avec le LISER, discussion sur des axes de travail communs avec le LIH, collaboration renforcée avec Luxinnovation pour mettre en place des partenariats durables avec les entreprises, 10 nouveaux projets dans les programmes du FNR, etc. Ces collaborations seront renforcées dans les années à venir. La concentration, depuis l'été 2015, de tous ces acteurs sur un site unique, le Belval Innovation Campus, soutient cette forte dynamique.

Une autre mission du LIST est celle d'être un support, par l'innovation et la recherche, à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques nationales. Le LIST a ainsi apporté en 2015 son savoir-faire et son expertise à plusieurs ministères dont le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, et bien d'autres.

Promouvoir l'innovation « made in Luxembourg »

De concert avec ses différents partenaires institutionnels et privés, le LIST contribue également activement à la

réindustrialisation du Luxembourg, non seulement en construisant des partenariats durables avec les acteurs économiques luxembourgeois pour consolider leur implantation au Luxembourg, mais aussi en développant une stratégie de coopération à travers toute l'Europe et à l'international pour accroître la visibilité et l'attractivité industrielle et d'accueil du pays. En 2015, le LIST a ainsi signé 203 contrats avec des partenaires étrangers (européens et internationaux). Le Luxembourg possède des atouts considérables pour se hisser au premier plan des pays les plus innovants en Europe : un dynamisme économique et financier fort, une situation politique stable et volontariste, des infrastructures modernes et connectées, une population multiculturelle en pleine croissance, un tissu industriel varié et des organismes de recherche à fort potentiel, dont le LIST est la pierre angulaire. De plus, le Luxembourg se démarque par une situation géographique centrale en Europe et un facteur d'échelle unique, du quartier à la ville, jusqu'au pays. Par conséquent, à l'heure où les plus grandes innovations ont besoin de terrains de test et d'expérimentation au préalable d'une exploitation à plus grande échelle, le Luxembourg dispose de potentialités uniques de déploiement de produits et services innovants permettant de les tester en condition réelle et à différentes échelles. Le LIST contribue avec ses partenaires locaux, mais également européens à faire du Luxembourg un vaste laboratoire d'expérimentation et de test de leurs produits et services.

Des investissements conséquents

En 2015, le LIST a également travaillé à la conception et l'implémentation d'infrastructures technologiques offrant aux entreprises une combinaison de savoir-faire, méthodes, expertises, outils et équipement permettant d'accélérer le développement et la maturation de produits et services destinés à être déployés sur le marché. Il a pour cela misé sur une approche collaborative, centrée sur la valorisation des chaînes de valeurs industrielles et les synergies multi-partenariales. Cette stratégie a ainsi été initiée en 2015 dans deux projets d'envergure, celui de la mise en place au Luxembourg d'un National Composite Centre - Luxembourg

avec des multiples partenaires industriels et celui de doter le Luxembourg d'un supercalculateur et sa mise en réseau à travers des partenariats stratégiques avec la France, l'Italie et l'Espagne.

Un socle scientifique et technologique fort

L'ambition du LIST de servir le développement économique du Luxembourg est doublée d'une exigence de qualité scientifique, qui est le fondement de sa crédibilité et de son attrait auprès de ses partenaires. En 2015, les indicateurs d'excellence scientifique fixés dans le Contrat de Performance signé avec l'État ont été largement dépassés, signe qu'un RTO comme le LIST orienté avant tout recherche appliquée et développement technologique peut en même temps contribuer de manière significative à la production et au transfert de connaissances scientifiques de haut niveau. Les chercheurs du LIST ont publié 188 articles scientifiques avec un facteur d'impact égal ou supérieur à 2 dans des revues internationales et des proceedings de conférences. Ils étaient également nombreux à participer en tant que membres à des comités de lecture de journaux scientifiques ou comités de programmes de conférences scientifiques internationales. L'accueil de 6 visiteurs scientifiques témoigne, quant à lui, de la bonne dynamique du réseau académique du LIST. Enfin, le LIST a assuré, en collaboration avec l'Université du Luxembourg et des universités étrangères, l'encadrement de 72 doctorants, dont 20 ont soutenu avec succès leur thèse de doctorat en 2015.

Du point de vue technologique, le portefeuille de brevets du LIST dans des domaines d'intérêt stratégique ne cesse de se développer. En 2015, les demandes de dépôt de brevet ont augmenté de près de 40%. La mise en place en 2015 d'un showroom technologique au rez-de-chaussée de la Maison de l'innovation permet, quant à elle, de présenter à l'industrie et au grand public les derniers développements scientifiques et technologiques du LIST. Des résultats impressionnants qui laissent entrevoir un bel avenir pour le LIST !

www.list.lu



Un nouveau nom pour une vision commune

Dans le cadre de son développement stratégique, la holding Enovos International est devenue « Encevo » le 3 octobre 2016. L'objectif de cette nouvelle dénomination est de distinguer plus nettement la société-mère de ses filiales, à savoir le fournisseur d'énergie Enovos et le gestionnaire de réseaux Creos. Ce changement permet de clarifier la gouvernance du groupe et de le positionner en tant que leader régional de l'énergie résolument tourné vers le futur et concentré sur l'innovation.

encevo.eu



Fondation Enovos

Présentation des résultats du projet de recherche « PV-Forecast » et lancement d'un nouveau projet autour des « smart energy cities »

Le 13 septembre, la Fondation Enovos a présenté dans les locaux de la Fondation de Luxembourg les résultats prometteurs d'un projet de recherche scientifique autour de l'énergie photovoltaïque. La promotion active de la recherche au profit du développement durable est un des piliers de la Fondation Enovos depuis sa création en 2010 par Enovos Luxembourg S.A.

Le projet de recherche « PV-Forecast » conduit par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) a ainsi permis de mettre au point un modèle de prédiction de la production régionale d'énergie des systèmes photovoltaïques pour les 72 heures à venir. A moyen terme, des prévisions précises joueront un rôle important pour les fournisseurs d'énergie et les gestionnaires de réseaux. L'augmentation de la part des énergies renouvelables dans ces réseaux oblige les fournisseurs à les prendre davantage en compte et de compléter, le cas échéant, leur besoin en électricité sur le marché Intraday. Pour les gestionnaires de réseaux, les prévisions jouent un rôle crucial pour la stabilité du réseau. Grâce à elles, ils savent à l'avance quel type d'énergie alimentera le réseau et à quel endroit. Mais le modèle présente également un autre avantage : son algorithme permet un auto-apprentissage du système qui peut améliorer par lui-même sa performance et réduire sa marge d'erreur.

Le projet PV-Forecast étant clôturé, la conférence de presse a aussi été l'occasion de présenter le nouveau projet de recherche financé par la Fondation Enovos. Nommé SEcURE, ce projet est lui aussi conduit par le LIST et s'articule autour du concept de villes énergétiquement intelligentes. Avec 75% de la population européenne vivant dans des villes, les zones urbaines jouent un rôle clé dans la transition énergétique vers des sources d'énergies renouvelables. Le projet



Jean Lucius (CEO Enovos International), Marc Solvi (Président Fondation Enovos), Tonika Hirdman (Directrice Générale Fondation de Luxembourg), Prof. Gabriel Crean (CEO LIST), Prof. Dr. Lucien Hoffmann (Directeur du département « Environmental Research and Innovation » du LIST)

SEcURE mettra l'accent sur l'implémentation d'une plateforme (qui intégrera des données de base, simulations, analyses et outils de visualisation) afin d'aider les municipalités du Luxembourg et de la Grande Région à accélérer la pénétration de la production d'énergie photovoltaïque, augmenter les mesures d'efficacité énergétique pour les bâtiments et promouvoir l'utilisation de biomasse d'origine agricole pour la production de chaleur renouvelable.

Le soutien de la recherche au Luxembourg à travers la Fondation Enovos est l'affirmation de l'engagement sociétal d'Enovos en tant qu'acteur clé du secteur de l'énergie au Luxembourg.

www.fondation-enovos.lu
www.enovos.lu

Delphi Automotive Systems

Partnership with Mobileye for SAE Level 4/5 Automated Driving Solution

Delphi Automotive PLC and Mobileye announced a partnership on 23 August 2016 to jointly develop a complete SAE Level 4/5 automated driving solution. The program will result in an end-to-end production-intent fully automated vehicle solution, with the level of performance and functional safety required for rapid integration into diverse vehicle platforms for a range of customers worldwide. The partners' CSLP platform will be demonstrated in combined urban and highway driving at the 2017 Consumer Electronics Show in Las Vegas and production ready for 2019.

Delphi is a world leader in automated driving software, sensors and systems integration. Mobileye is the world leader in computer vision systems, mapping, localization and machine learning focused on the automotive domain. Working together, the two companies will co-develop the market's first turnkey Level 4/5 automated driving solution.

The automated driving solution will be based on key technologies from each company. These include Mobileye's EyeQ® 4/5 System on a Chip (SoC) with sensor signal processing, fusion, world view generation and Road Experience Management (REM™) system, which will be used for real time mapping and vehicle localization. Delphi will incorporate automated driving software algorithms from its Ottomatika acquisition, which include the Path and Motion Planning features, and Delphi's Multi-Domain Controller (MDC) with the full camera, radar and LiDAR suite. In addition, teams from both companies will develop the next generation of sensor fusion technology as well as the next generation human-like "driving policy." This module combines Ottomatika's driving behavior modeling with Mobileye's deep reinforcement learning in order to yield driving capabilities necessary for negotiating with other human drivers and pedestrians in complex urban scenes.

"The Mobileye and Delphi relationship started in 2002 with the implementation of what was one of the most advanced active safety systems of the time. Our long history together is key to the success of this ambitious endeavour," said Professor Amnon Shashua, Mobileye Chairman and Chief Technology Officer. "Our partnership with Delphi will accelerate the time to market and enable customers to adopt Level 4/5 automation without the need for huge capital investments, thereby creating a formidable advantage for them."



Added Kevin Clark, Delphi President and Chief Executive Officer: "This partnership will allow us to give our customers an increased level of automated capabilities faster and more cost effectively. The collective expertise of our two organizations will accelerate the creation of new approaches and capabilities that would likely not have been possible working alone. This is a win-win for both companies and our customers."

Delphi also selected for Autonomous Vehicle Mobility-on-Demand Program by Singapore Land Transport Authority

Delphi has been selected by the Singapore Land Transport Authority (LTA) as a strategic partner to implement autonomous mobility concepts, recognizing Delphi's leading technologies in advanced safety and automated software.

Delphi will provide a fleet of fully autonomous vehicles and will develop a cloud-based mobility-on-demand software (AMoD) suite, opening up new potential autonomous markets for Delphi's customers. Delphi will conduct a trial of an urban, point-to-point, low-speed, autonomous, mobility-on-demand service in Singapore's Autonomous Vehicles Test Bed located at one-north, a business park in the western area of the city.

"We are honored to partner with the Singapore LTA on advancing innovative mobility systems, which will put Singapore at the forefront of autonomous vehicle adoption", said Kevin Clark, president and chief executive officer, Delphi. "This is a great recognition of Delphi's leadership in advanced safety technologies, automated software, systems integration, as well as our ability to drive these mobility solutions forward for our customers."



Illustration of Delphi's AMoD (Autonomous Mobility on Demand) system ©Delphi Automotive Systems

Delphi's AMoD development program and autonomous vehicle demonstration is part of the Singapore Autonomous Vehicle Initiative (SAVI), which was formed in 2014 to oversee and manage autonomous vehicle (AV)

research, test-bedding, and the development of applications and solutions by industry partners and stakeholders.

Of particular interest to the Singapore LTA is the potential for automated driving solutions to make it easier for commuters transiting the "first mile" and "last mile" between a mass transit station and their home or work place. By addressing this need, the usage of the mass transit systems could increase; reducing overall traffic congestion and vehicle emissions.

"As a partner in SAVI, Delphi will use a foundation of the same vehicle technologies that enabled us to successfully complete the first coast-to-coast autonomous drive of the United States in 2015", said Jeff Owens, chief technology officer, Delphi. "Developing a cloud-based software servicing capability integrated with the vehicle creates an end-to-end solution that will eventually allow our existing, and many potential new customers, the ability to enter emerging mobility markets."

Developing a true end-to-end automated vehicle ecosystem, including a cloud-servicing capability, opens a host of new business opportunities for Delphi to offer its existing and potential customers in mobility and connectivity, logistics, agriculture and mining. Delphi's technology solution is vehicle agnostic and can be applied in passenger cars, buses, commercial vehicles, purpose-built mobility pods and electric vehicles. AVs provide the opportunity to facilitate efficient urban and suburban vehicle sharing, autonomous bus or taxi services, logistics and long-distance truck platooning.

The Singapore LTA pilot program will last for three years with plans to transition into an operational service by 2022 timeframe. Other pilots are planned by Delphi for locations in North America and Europe in the future.

www.delphi.com

Office du Ducroire

Publication du rapport annuel 2015

Situation macroéconomique

2015 a de nouveau été une année difficile pour le commerce mondial, les pays émergents en ayant été les principales victimes. L'ODL a dû dégrader 37 pays concernant les risques à court terme, tandis que la notation de seulement 8 pays a été rehaussée. La majeure partie de ces abaissements de notation a touché des pays qui tirent une grande partie de leurs revenus des exportations de matières premières, principalement en Afrique sub-saharienne, dans les pays de la Communauté des États indépendants, en Amérique latine et au Proche et Moyen-Orient. La situation économique en Europe a été impactée en raison du conflit opposant l'Ukraine et la Russie et de la chute des prix pétroliers, le Moyen-Orient en raison de la guerre civile en Syrie et en Irak et l'émergence de l'État Islamique, l'Asie en raison des tensions territoriales avec la Chine, et l'Afrique en raison de problèmes de sécurité causés par les mouvements djihadistes. La classification des pays de l'ODL peut être consultée sur le site Internet : www.odl.lu

Malgré les risques politiques, l'ODL a enregistré en 2016 une augmentation de son activité d'assurance-crédit en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine tandis que l'activité en Europe Centrale et Orientale et Asie a connu une baisse importante. En termes de concentration de risques, l'Inde, la Russie et la Corée du Sud représentent toujours plus de 80% des engagements de l'ODL.

Aides financières à l'exportation

M. André Hansen, président du COPEL (Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises) souligne l'importance des instruments d'aides à l'exportation. En effet, l'économie luxembourgeoise est très ouverte, mais de taille réduite. Les entreprises, pour se développer, ne peuvent se limiter au marché domestique et doivent se diriger vers des marchés plus éloignés, qu'elles connaissent moins bien, ce qui engendre une hausse des coûts liés à la prospection et à l'analyse de ces marchés.

En 2015, le montant des aides payées aux entreprises dans le cadre de leurs efforts de prospection s'est élevé à 1,95 million d'EUR contre 2,27 millions d'EUR en 2014. Comme les années précédentes, plus de 80% des



André Hansen (président COPEL), Arsène Jacoby (président ODL), Simone Joachim (secrétaire générale ODL)

aides payées concernent le remboursement des frais liés aux participations aux foires. 15% des aides ont été versées à titre de publicité, de conception de matériel promotionnel et d'études de marché.

Sur les 670 demandes introduites, 52 ont fait l'objet d'un avis négatif. Au 31 décembre 2015, les promesses de paiement s'élevaient à 1,29 million d'EUR. En tout, 149 sociétés ont reçu une aide dont 20 start-ups.

En termes de répartition géographique, 80% de ces aides concernaient des marchés européens, 10% étaient destinées à l'Amérique du Nord, et 4% à l'Asie.

Assurance-crédit

Dans un contexte économique et politique difficile, l'ODL a clôturé l'année avec une perte consolidée de 900.000 EUR contre 4,8 millions en 2014. Cette perte s'explique par une forte augmentation du nombre de dossiers en sinistre, mais également par les faibles rendements générés par les placements financiers de l'ODL.

Les opérations assurées ont légèrement augmenté, alors que les primes encaissées ont doublé (6.230.668 EUR en 2015 contre 3.007.703 EUR en 2014), ce qui reflète une détérioration des risques couverts mais aussi un allongement des durées de crédit ; le taux de prime étant fonction de la qualité du débiteur, du risque pays ainsi que de la

durée de crédit. Les indemnités payées sont passées de 8 millions d'EUR en 2014 à 12,23 millions en 2015.

« Il en ressort que l'ODL reste un partenaire essentiel pour les entreprises exportatrices dans un environnement économique défavorable. L'ODL continuera à soutenir les exportateurs luxembourgeois en adoptant une approche pragmatique de la situation économique globale, tout en essayant de garantir des politiques de couverture sur le long terme. Enfin, il est bon de rappeler que les indemnités payées ces deux dernières années ont permis aux entreprises qui en ont bénéficié d'éviter de sérieuses difficultés financières et ont eu pour effet de préserver l'emploi et la compétitivité du Luxembourg », a déclaré Arsène Jacoby, président de l'ODL.

Produits et service sur mesure

Lancement d'un nouveau produit en 2015 : l'assurance des engagements de garanties couvre les banques des

exportateurs luxembourgeois, qui sont amenées à émettre des garanties bancaires (garanties de restitution d'acompte, garanties de bonne fin...) au bénéfice d'un client étranger.

Dès le 4^e trimestre 2016, les demandes d'aides financières pourront être introduites via le portail guichet.lu

Perspectives

Le Fonds monétaire international anticipe à nouveau pour 2016 une année de faible croissance à l'échelle mondiale. Le montant des indemnités à payer restera élevé en 2017.

Dans un environnement économique difficile, la mission de l'ODL demeure d'aider les entreprises à se développer à l'international en soutenant leurs efforts de prospection et en les protégeant contre les risques économiques et politiques qui vont de pair avec les transactions commerciales internationales.

www.ducroire.lu



« MILAN ET TURIN,
SERVICE INCLUS. »

VOLS DIRECTS

- Programme Miles & More
- Web & mobile check-in
- Journaux et collations à bord

Réervations sur www.luxair.lu ou dans votre agence de voyages

Fly in good company

 **Luxair**

LuxairGroup

Françoise Thoma nommée Vice-Présidente du Conseil d'administration

Lors de sa réunion du 8 juillet 2016, le Conseil d'administration de LuxairGroup a coopté Madame Françoise Thoma, Directrice Générale de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, comme nouveau membre. Sur proposition du Président, Monsieur Paul Helminger, Madame Françoise Thoma a été nommée Vice-Présidente du Conseil d'administration, en succession de Monsieur Jean-Claude Finck.

Au nom des membres du Conseil d'administration, Monsieur Paul Helminger a remercié Monsieur Jean-Claude Finck pour ses contributions positives aux travaux du Conseil pendant ces douze dernières années.

www.luxairgroup.lu



KARL HUGO
MECHANICAL
ENGINEERING

Excellence
Innovation
Flexibilité

Ingénierie / Fraisage / Alésage
Tournage vertical & horizontal
Soudure manuelle & robotisée
Assemblage / Intégration sur site

www.karlhugo.com

Concept & photography : iNC Communication - Design : www.alignedcreative.com

Circuit Foil

Management Change

The largest ED copper foil manufacturer outside Asia announced recently that Raymond Gales, former CEO, has retired as of July 31st. Raymond Gales has been working for more than 36 years with Circuit Foil and was CEO since 2014.

Under Raymond Gales' leadership, Circuit Foil increased its focus on high-end applications. Significant investments have already been made in order to further cope with ever increasing demands for such markets. Circuit Foil recently announced new copper foil types for advanced applications and is closely evaluating new opportunities linked to automotive and battery applications. Based on these moves, the foundation for Circuit Foil's development are laid down.

As of August 1st, Fabienne Bozet took over the position as Chief Executive Officer. With more than 25 years of experience in Circuit Foil as CFO, she is well prepared for this challenge. Her mission is to further develop Circuit Foil and to continue the growth of additional specialty foils. The



objective is to become the best copper foil supplier for high end applications worldwide.

Sales Division will now be led by the experienced François Bottazzi, who is with Circuit Foil for more than 30 years.

Client focus will continue to be the cornerstone of the new management.

www.circuitfoil.com

FIEC - European Construction Industry Federation

REFIT platform recommends action on Construction Products Regulation (CPR)

Lighten the load for the construction industry by avoiding duplication

Following a meeting of the EU taskforce working for better regulation, chaired by First Vice President of the European Commission Frans Timmermans, the REFIT Platform has boosted the joint position of FIEC and Construction Products Europe, on standardisation and the CPR. The opinion echoes the concerns of FIEC regarding duplicating measures, which are causing extra work and confusion, not only for the manufacturers of construction materials, but also for the contractors, who install these materials and have to choose the right product for the job in hand. In the past three years, FIEC has cautioned against the inclusion of construction products in the scope of the Ecodesign Directive and DG Environment's initiative on Product Environmental Footprint. Therefore, the recommendations are welcomed with enthusiasm by FIEC. "We are delighted with the REFIT Platform Opinion on the CPR, which bears out the concerns we have been raising for years on behalf of European contractors" says Kjetil Tønning, FIEC Vice-President (TEC). "We look forward to ongoing positive collaboration with the European Commission, to improve the Construction Products Regulation". Speaking about the details of the REFIT recommendations, Jan Coumans, Chairman of the sub-commission dealing with regulation and standardisation (TEC-1), adds "Proactive and constructive dialogue with other key stakeholders, including the European Committee on Standardisation (CEN) and Construction Products Europe has led to growing support for changes to the CPR, support that is now shared by the REFIT Platform. The industry can help the European Commission to revise the CPR in the interest of better regulation, having in mind the goals of simplification and provision of more complete information as required by construction products users".

Implementation of CPR causing "burdens and contradictions"

The REFIT Platform Opinion refers to evidence of a regulatory burden and to other problems, which were also mentioned in the above joint position, published in April 2016.



Amongst other things, the REFIT Platform has called for better alignment between the CPR and the Regulation on European Standardisation EU No. 1025/2012, to clarify that standards are voluntary. Furthermore, it has recommended that European harmonised standards allow for the inclusion of all relevant information necessary for construction products users, which include contractors. FIEC has been calling for this for many years and more specifically since the introduction of the CPR in 2011.

The recent implementation report on the CPR, published by the Commission shortly before the summer break concluded that no changes to the regulation were required. The REFIT Platform Opinion does not come to the same conclusion and makes it clear that changes to the CPR are needed.

www.fiec.eu

¹ <http://www.fiec.eu/en/fiec-positions/position-papers.aspx>

² COM(2016) 445 final published 7/7/2016.

Remise des distinctions honorifiques 2016



© Chambre de Commerce

Lors d'une cérémonie qui a eu lieu le 16 juin à la Chambre de Commerce, Madame Francine Closener, Secrétaire d'État auprès du Ministère de l'Économie, a remis les décorations conférées à plusieurs ressortissants de la Chambre de Commerce, ainsi qu'à ses employés méritants, en présence de Monsieur Michel Wurth, Président de la Chambre de Commerce.

Voici la liste des décorés 2016 :

ORDRE DE MÉRITE

La Médaille

Monsieur Marcel GOERES
Membre du Comité de l'HORESCA

Chevalier

Monsieur Lucien GINDT
Membre du Comité de l'HORESCA

Monsieur Raymond NIESEN
Membre du comité de la Fédération bureautique

Madame Romaine SEILER-SPANG
Réceptionniste à la Chambre de Commerce

Officier

Monsieur Fernand HEMMEN
Administrateur du Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics

Commandeur

Monsieur Charles-Louis ACKERMANN

Administrateur Fedil, Membre du Groupement de l'industrie chimique et parachimique

Monsieur Joseph BAUSTERT

Vice-président du Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics

Monsieur Hubert CLASEN

Administrateur FEDIL, Président du Groupement des producteurs de vins mousseux et crémants luxembourgeoise

Monsieur Jean GEORGES

Membre de l'Industrie luxembourgeoise de la technologie du métal

Monsieur Roger GLODEN

Membre de la Fédération des industries agro-alimentaires luxembourgeoises

Monsieur Georges M. jr. LENTZ

Membre de la Fédération des brasseurs luxembourgeois
Ordre de la Couronne de Chêne

Médaille en Bronze

Monsieur Alain KOHLL

Vice-président du Groupement des Syndics Professionnels du Grand-Duché de Luxembourg

Médaille en Argent

Monsieur Guill KAEMPFF

Président de l'Union Commerciale de la Ville de Luxembourg

Président de la Luxembourg Russian Business Chamber

Monsieur Jean-Pierre THILL

Vice-président de la Fédération luxembourgeoise de l'ameublement

Médaille en Vermeil

Monsieur Carlo CRAVAT

Membre du Comité de l'HOESCA

Médaille en Vermeil

Madame Toiny REDING

Trésorière de la Fédération luxembourgeoise de l'ameublement

Chevalier

Monsieur Carlo THELEN

Directeur Général de la Chambre de Commerce

Officier

Monsieur Raymond MUNHOWEN

Membre du comité de la Fédération luxembourgeoise des distributeurs en boissons

Pensions-Sicherungs-Verein (PSVaG)

Geschäftsbericht 2015 – Mitgliederversammlung 2016

Der Pensions-Sicherungs-Verein VVaG, gesetzlich bestimmter Träger der Insolvenzversicherung der betrieblichen Altersversorgung in Deutschland und im Großherzogtum Luxemburg, hat den Geschäftsbericht für sein 41. Geschäftsjahr vorgelegt.

Ende 2015 waren beim Pensions-Sicherungs-Verein 94.078 (Vorjahr 94.034) Arbeitgeber mit insolvenzversicherungspflichtiger betrieblicher Altersversorgung gemeldet. Insgesamt stehen 10,9 Mio. (Vorjahr 10,9) Versorgungsberechtigte, davon 4,1 Mio. Rentner und 6,8 Mio. Arbeitnehmer mit unverfallbaren Anwartschaften unter Insolvenzschutz. Hieraus ergibt sich die große sozialpolitische Bedeutung der Insolvenzversicherung der betrieblichen Altersversorgung.

Die Zahl der den PSVaG treffenden Insolvenzen ist im Jahr 2015 auf 467 gesunken (Vorjahr 587). Die Anzahl der zu sichernden Renten und Anwartschaften ist mit zusammen 18.667 deutlich höher als im Vorjahr (Vorjahr 11.605). Das Schadenvolumen summierte sich auf 862,0 Mio. EUR (Vorjahr 398,6 Mio. EUR).

Das Beitragsvolumen betrug 787,0 Mio. EUR (Vorjahr 419,2 Mio. EUR). Es ergab sich aufgrund einer Beitragsbemessungsgrundlage von 327 Mrd. EUR (Vorjahr 320 Mrd. EUR) und einem Beitragssatz von 2,4 Promille (Vorjahr 1,3 Promille). Der durchschnittliche Beitragssatz für die bisherigen 41 Geschäftsjahre errechnet sich mit 2,9 Promille; über die letzten fünf Jahre beträgt er 2,1 Promille, über die letzten zehn Jahre 3,4 Promille.

Beginnend mit dem Jahr 2007 wurde auch die sogenannte „Altlast“ d. h. die aus Insolvenzen bis einschließlich 2005 gesicherten, aber bis dahin noch nicht finanzierten unverfallbaren Anwartschaften - in Höhe von rd. 2,2 Mrd. EUR durch einen einmaligen Beitrag nachfinanziert, der in 15 Raten bis zum Jahr 2021 fällig ist. Für die zum 31.03.2015 fällige Rate waren 72,9 Mio. EUR zu zahlen. Von der Option der freiwilligen vorfälligen Gesamtzahlung haben im Jahr 2015 weitere 370 Ratenzahler Gebrauch gemacht und insgesamt 11,4 Mio. EUR gezahlt.

Allen gesicherten Anwartschaften, deren Barwert 3.081,1 Mio. EUR beträgt, stehen zum 31.12.2015 Deckungsmittel von 2.623,4 Mio. EUR gegenüber. Damit sind die gesicherten Anwartschaften am 31.12.2015 zu 85% kapitalmäßig bedeckt.



Die Bilanzsumme zum 31.12.2015 betrug rd. 5,5 Mrd. EUR. Die Gewinn- und Verlustrechnung weist Erträge aus Kapitalanlagen von netto 95,5 Mio. EUR aus sowie 227,6 Mio. EUR Überschussbeteiligung vom Konsortium der deutschen Lebensversicherungswirtschaft, mit dem der PSVaG bei der Abwicklung der übernommenen Renten zusammenarbeitet. Dem Ausgleichsfonds wurden 163,7 Mio. EUR zugeführt. Dieser enthält nun rd. 1,96 Mrd. EUR.

Die Schadenentwicklung der ersten Monate des Jahres 2016 liegt auf dem Niveau des Vorjahres. Für das laufende Jahr ist aus heutiger Sicht von einem moderaten Schadensgeschehen auszugehen, sofern größere Schäden ausbleiben.

Zusammensetzung des Aufsichtsrates

In der Mitgliederversammlung vom 07. Juli 2016 wurden die im Geschäftsjahr 2015 amtierenden Mitglieder des Vorstands und des Aufsichtsrats für diesen Zeitraum entlastet sowie die in der Einladung und Tagesordnung zur Mitgliederversammlung 2016 vorgeschlagenen Personen zu Mitgliedern des Aufsichtsrats gewählt.

Der Aufsichtsrat setzt sich nun aus folgenden Mitgliedern zusammen:

- Klaus Bräunig, Rechtsanwalt, wohnhaft in Berlin, Geschäftsführer des Verbands der Automobilindustrie e.V. (VDA), Berlin
- Dr. Gerhard F. Braun, Präsident der Landesvereinigung der Unternehmensverbände Rheinland-Pfalz, Mainz, Mitglied des Beirats der Karl Otto Braun KG, Wolfstein
- Brigitte Faust, Präsidentin der Arbeitgebervereinigung Nahrung und Genuss e.V., München, HR Director Employee & Industrial Relations, Coca-Cola Erfrischungsgetränke GmbH, Berlin

- Dr. Jörg Frhr. Frank von Fürstenwerth, Vorsitzender der Hauptgeschäftsführung und Mitglied des Präsidiums des Gesamtverbands der Deutschen Versicherungswirtschaft e.V., Berlin
- Dr. Reinhard Göhner, Rechtsanwalt, Hauptgeschäftsführer der Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände e. V., Berlin
- Alexander Gunkel, Mitglied der Hauptgeschäftsführung der Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände e. V., Berlin
- Norbert Heinen, Vorsitzender des Vorstands Württembergische Lebensversicherung AG, Stuttgart
- Prof. Dr. sc. techn. Dieter Hundt, Ehrenpräsident der Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände e.V., Berlin, Vorsitzender des Aufsichtsrats der Allgaier Werke GmbH, Uhingen
- Janina Kugel, Mitglied des Vorstands und Arbeitsdirektorin der Siemens AG, München
- Horst-Werner Maier-Hunke, Präsident der Landesvereinigung der Unternehmensverbände NRW e.V., Düsseldorf, Geschäftsführer der DURABLE Hunke & Jochheim GmbH & Co. KG, Iserlohn
- Dr. Rudolf Muhr, Vorsitzender des Beirats der Muhr und Bender KG, Attendorn
- Dr. Andreas Wimmer, Mitglied des Vorstandes Allianz Lebensversicherungs-AG, Stuttgart

Wechsel im Vorstand

Herr Dr. Hermann Peter Wohlleben beendet nach Vollendung seines 60. Lebensjahres am 31. Dezember 2016 seine Tätigkeit als Mitglied des Vorstands für den Pensions-Sicherungs-Verein VVaG (PSVaG) und tritt in den Ruhestand. Der Aufsichtsrat dankt Herrn Dr. Wohlleben für seine über 20-jährige sehr erfolgreiche Tätigkeit als Vorstand des PSVaG.

Als Nachfolger hat der Aufsichtsrat des PSVaG mit Wirkung ab 1. Januar 2017 Herrn Dr. Marko Brambach zum Mitglied des Vorstands für das Ressort „Leistung und Recht“ bestellt.

Herr Dr. Brambach, 44, ist im Talanxkonzern seit vielen Jahren als Chefsyndikus und Bereichsleiter Recht und Steuern für das Talanx Retailgeschäft in Deutschland tätig. Er bekleidet dort mehrere Aufsichtsratspositionen, u. a. bei der HDI – Lebensversicherung AG, der HDI Pensionskasse AG und der HDI Pensionsfonds AG. Dr. Brambach ist Rechtsanwalt, promovierte an der Universität zu Köln und kommentiert die Lebensversicherungsvorschriften im Nomos-Kommentar zum VVG.

www.psvag.de

Club des chefs du personnel

Séance d'information du 26 septembre 2016



La Fedil a eu le plaisir d'inviter son club des chefs du personnel à une séance d'information en date du 26 septembre 2016. À l'ordre du jour de cette séance figuraient notamment :

- Présentation de la bourse de stage dans le cadre du projet « HelloFuture »,
- Présentation des nouveaux outils à disposition des entreprises pour l'occupation de demandeurs d'emploi par le Service Employeurs de l'ADEM,
- Présentation de l'initiative de la Fedil-ADEM relative à l'évaluation des compétences des réfugiés - demandeurs d'emploi,
- Panorama des nouveautés législatives : réforme de la carte bleue européenne, projet de loi relatif au congé pour raisons personnelles et familiales, réforme du casier judiciaire et ses impacts en matière de recrutement de personnel, publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité.

Pour de plus amples informations sur les sujets traités, n'hésitez pas à contacter la Fedil et à consulter le site internet.

www.fedil.lu

Qualité
maxim
Qualität
depuis 1922

Bio
maxim.

SPIGA

savoir et qualité
Qualität und Genuss

Pâtes
maxim

LES DEUX FAISANS

Lux Pasta
special restaurant

MAXIM PASTA s.à.r.l.
23-25 rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette
Luxembourg

Tél. (352) 54 27 13
Fax. (352) 54 18 76
E-mail: info@maxim.lu

www.maxim.lu

La filière Bois au Luxembourg – Renouveau d'un secteur historique

Avec plus de 700 emplois directs et un chiffre d'affaires de 194 millions d'EUR, la filière Bois constitue un acteur important de l'économie nationale. Présentant un taux de boisement de 34,8 %, le Luxembourg dispose d'une ressource en bois abondante. Outre ses caractéristiques écologiques et sociales, la forêt luxembourgeoise a toujours été une source d'activités économiques variées et la filière ne cesse d'innover grâce à de nouveaux débouchés du matériau. Pour rester compétitive, la filière, en cours de restructuration, devra notamment saisir les opportunités de développement qui s'offrent.

La production de placages et panneaux ainsi que la production énergétique sur base de bois sont des pistes que la filière a su mettre à profit récemment. Or, pour garantir la pérennité du secteur, les entreprises œuvrant dans l'exploitation de la forêt et la transformation du bois devront pouvoir compter sur un soutien politique adapté aux réalités luxembourgeoises.

Le présent article dresse un portrait complet de la filière Bois luxembourgeoise en s'appuyant sur des indicateurs chiffrés et propose des pistes de développement pour le secteur.

Le bois au Luxembourg : Une ressource abondante

Les bois et forêts couvrent environ 90.050 hectares, soit 34,8 % du territoire national. Ce pourcentage situe le Grand-Duché de Luxembourg légèrement en deçà de la moyenne européenne mais devant ses voisins directs : la France (32 %), l'Allemagne (32 %) et la Belgique (23 %).

La superficie fut longtemps réduite sous l'action de l'homme, mais la tendance actuelle est au reboisement. La forêt luxembourgeoise a cessé de diminuer au début du vingtième siècle ; elle s'est alors accrue régulièrement tant en surface qu'en volume de bois sur pied. Ainsi, pendant les vingt dernières années, la surface forestière au Luxembourg a augmenté de 2 %, tendance valable pour la Grande-Région et l'Union Européenne.

Riche et variée, la forêt luxembourgeoise est marquée par la prédominance de feuillus. Le hêtre (30 %) et le chêne (28 %) représentent les espèces les plus répandues. Les résineux sont plus fréquents dans les forêts privées. L'épicéa (23 %) est le plus répandu, devant le douglas (3 %) et le pin (3 %).

Surfaces par type d'occupation du sol

Surface forestière	Surface (ha)	Proportion (%)
Forêt		
- Peuplement	84.450	32,7
- Coupe à blanc	550	0,2
- Arbustes, friche, clairières	1.750	0,7
Autre terre boisée	1.400	0,5
Bosquet	1.000	0,4
Autres terres en milieu forestier	900	0,3
Total	90.050	34,8

Surface hors-forêt	Surface (ha)	Proportion (%)
Surface agricole	135.500	52,4
Surface bâtie	21.200	8,2
Routes, cours d'eau, chemins de fer, plans d'eau, ...	11.900	4,6
Total	168.600	65,2

Des forêts détenues majoritairement par des propriétaires privés

La forêt luxembourgeoise a la particularité d'être détenue majoritairement par des propriétaires privés. 49.250 hectares (55,2 %) sont répartis entre 13.785 propriétaires privés recensés sur le territoire national. La taille moyenne d'une propriété forestière s'élève à 3,5 hectares. Des propriétés de seulement quelques ares ne sont cependant pas rares. On parle souvent de « sylviculture familiale » étant donné que les forêts sont généralement transmises de génération en génération dans une même famille et gérées par des particuliers. L'association sans but lucratif, **« Lëtzebuerger Privatbësch »**, représente les intérêts des propriétaires de bois privés au Luxembourg. Elle propose notamment une « bourse du bois » qui sert à faciliter la vente de bois à l'état brut.

Les 40.800 hectares de forêts restants sont gérés par **l'Administration de la nature et des forêts** (anciennement : Administration des eaux et forêts). Elle est en charge de la gestion durable et de la protection des forêts soumises au régime forestier. A ce titre, l'Administration de la nature et des forêts gère 44,8 % des forêts luxembourgeoises, à savoir les forêts communales (32,8 %), les forêts appartenant à l'Etat (10,7 %) et les forêts détenues par les établissements publics tels que les fabriques d'église, les caisses d'assurance sociale et les sociétés dans lesquelles l'Etat est actionnaire (1,3 %).

La gestion durable des forêts publiques est concrétisée par l'application d'une sylviculture proche de la nature telle que définie par la circulaire ministérielle du 3 juin 1999, par la **certification selon les labels FSC et PEFC** et par des mesures accrues de protection et de conservation.

Les types de propriétaires se distinguent également selon la région. Il est par exemple frappant d'observer comment le type de propriétaire diffère en fonction du domaine écologique : dans l'œsling, près de 82 % des forêts appartiennent à des particuliers, dans le Gutland et le bassin de la minette par contre, plus de 60 % des forêts sont gérés par les pouvoirs publics.

Les acteurs du secteur forestier au Grand-Duché de Luxembourg sont représentés au sein d'un programme intersectoriel de consultation, le **programme forestier national**¹, établi en 2004 par le gouvernement pour définir les orientations stratégiques pour le développement du secteur forestier, en harmonie avec celles des autres secteurs de l'économie nationale.

1 Rapport final du PFN disponible ici : <http://www.environnement.public.lu/forets/dossiers/pfn/contributions/PFNtxtfin.pdf>

2 Chiffres : STATEC/Administration de la nature et des forêts

De la forêt vers l'industrie de transformation

Les forêts luxembourgeoises ont produit **405.593 m³ de bois en 2014.**²

Le bois est en grande partie (193.900 m³ ou 48 %) exporté vers les pays limitrophes. Ceci est notamment dû à l'absence d'unités de transformation des feuillus pourtant prédominants sur le territoire national.

La quantité des importations de bois brut (379.700 m³ en 2014) est presque égale à la production forestière propre du pays. Il s'agit notamment de résineux destinés à la transformation dans les scieries nationales.

La chaîne logistique entre l'arbre et les unités de transformation ne cesse de diminuer. En effet, les propriétaires des forêts ont plusieurs possibilités de vendre leur bois : soit à des commerces de bois, soit directement aux scieries. La disparition progressive des intermédiaires entre les propriétaires et l'industrie de transformation a amené les commerces de bois à diversifier leur offre de services en proposant non seulement la logistique, mais aussi le sciage et le traitement du bois. Les propriétaires ont par ailleurs la possibilité de vendre leur bois auprès de mises en enchère. Des bureaux d'ingénieurs-conseils proposent aussi des mises en enchère, aidant ainsi les propriétaires de bois de vendre leur matériau, similaire à la bourse du bois organisée par l'association « Lëtzebuerger Privatbësch ».

« Les machines dernière génération permettent une exploitation saine et durable des forêts. C'est dans l'intérêt de tous les acteurs de la filière que les parties défrichées soient rapidement boisées avec des essences qualitatives. »

Corinne Brever

Direction Bois Brever

Production forestière 1970-2014

Forêt	Spécification	1970	1990	2000	2010	2014
Forêts au total	Production totale (Bois feuillus et résineux)	246.635	706.077	291.763	590.788	405.593
Forêts publiques	Production totale (Bois feuillus et résineux)	145.771	484.119	143.558	233.405	191.442
	Feuillus	116.121	180.375	99.472	105.162	130.058
	Résineux	29.650	303.744	44.086	128.243	61.384
Forêts privées	Production totale (Bois feuillus et résineux)	100.864	221.958	148.205	357.383	214.151
	Feuillus	44.533	66.212	41.591	56.838	70.294
	Résineux	56.331	155.746	10.6613	300.545	143.857

L'industrie de transformation du bois en chiffres

L'industrie du bois comprend, d'un côté, la production traditionnelle des scieries luxembourgeoises (bois de charpente, bois de construction, ...) et, de l'autre côté, les activités de transformation du bois dans les domaines des emballages, du papier et, plus récemment, des panneaux en bois et de la production énergétique.

Nombre d'entreprises par branche en 2015

Branche	Nombre d'entreprises
Sylviculture et exploitation forestière	302
Sciage et rabotage du bois	3
Fabrication de placage et panneaux de bois	1
Fabrication de charpentes et autres menuiseries	6
Fabrication d'emballages en bois	3
Fabrication de papier et de carton	1
Fabrication d'autres articles en papier	2
Commerce de bois	91

Le secteur appelé « Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie » emploie **703 personnes** (2013)³, ce qui représente une augmentation de 110 personnes en seulement 8 ans (2005-2013). A ce chiffre s'ajoutent les emplois de la deuxième transformation du bois (industrie du papier, menuiseries, bois énergie), soit plus de 1.000 employés supplémentaires.

Le **chiffre d'affaires** du secteur (y compris les redevances) atteint 194 millions d'EUR en 2013. Il a progressé de 7,78 % depuis 2005.

Les **investissements** bruts en biens corporels sont restés relativement stables : 13,3 millions d'EUR en 2005 contre 13,7 millions d'EUR en 2013.

Le **nombre d'entreprises** du secteur de la transformation est passé de 20 en 2005 à 26 en 2015.⁴

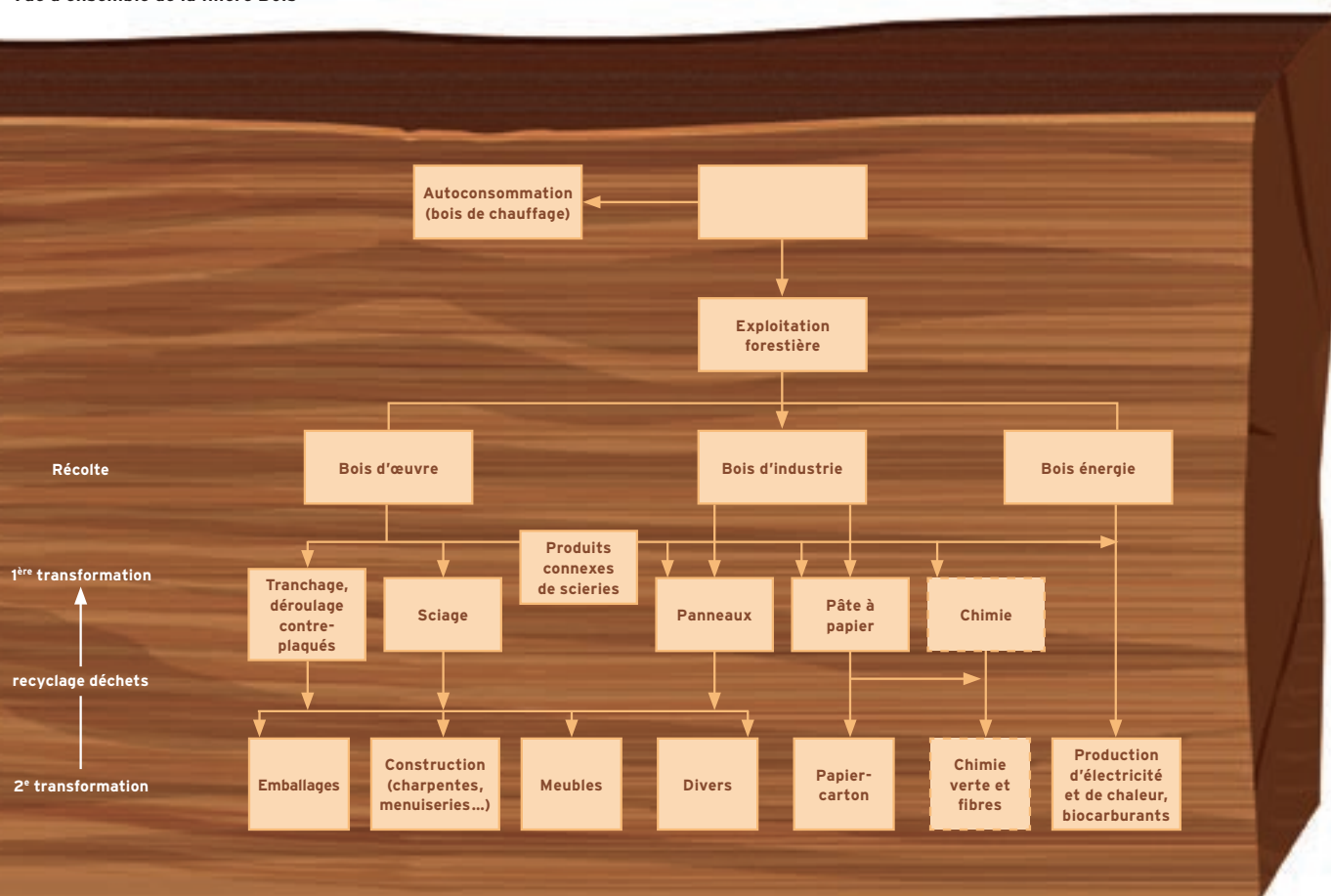
Trois entreprises⁵ sont actives dans le sciage et rabotage du bois, Kronospan est le seul producteur de placages et de panneaux en bois (NACE 16.210), six entreprises produisent des charpentes (NACE 16.230), trois entreprises produisent des emballages en bois (NACE 16.240), une seule (Avery Dennison) produit du papier (NACE 17.120) et deux entreprises fabriquent d'autres produits en papier et carton.

3 & 4 STATEC

5 Chiffre : Fedil Bois

Des utilisations spécifiques pour chaque qualité de bois

Vue d'ensemble de la filière Bois



Les grumes étant classées selon leur qualité lors de la récolte, on distingue plusieurs qualités de bois :

Le bois d'œuvre : Transformé dans un premier temps par les scieries et utilisé ensuite pour la construction, la menuiserie et les emballages. Les résineux sont les bois de référence pour le sciage, suivis par les feuillus nobles. Le sciage se fait selon les commandes et besoins des clients.

Le bois d'industrie : De qualité inférieure au bois d'œuvre, il est utilisé pour les placages et panneaux ainsi que pour la fabrication de pâte à papier. Il s'agit surtout de bois de chêne et de hêtre.

Le bois énergie : Toutes les espèces non utilisables pour la transformation par le sciage et dans l'industrie sont utilisées pour la production d'énergie. Les produits connexes des scieries et tout autre bois de rebut peuvent être utilisés pour la production d'énergie et de chaleur. Depuis quelques

années, ce bois est aussi employé pour la production de « pellets », engendrant des activités économiques circulaires innovantes et originales. Le faible prix du pétrole a néanmoins entraîné une baisse considérable des prix du bois énergie.

Reste à noter que le bois est un matériau particulièrement intéressant pour la construction, présentant un excellent rapport entre densité et performances mécaniques. Ces qualités font du bois un matériau polyvalent, qui est transformé par une multitude d'industries diverses au Luxembourg. Son bilan énergétique déjà favorable en soi, est encore amélioré par le fait que la réalisation de produits en bois demande moins d'énergie qu'il n'en peut être récupérée par la combustion des déchets de bois générés lors de la production et des produits après leur usage.

Sciage et rabotage du bois

Les scieries constituaient pendant longtemps les seules industries forestières au Luxembourg. En 1945, 45 scieries étaient installées au Grand-Duché. Il s'agissait surtout de petites unités avec une consommation annuelle entre 1.000 m³ et 5.000 m³. Les raisons de disparition des anciennes petites scieries étaient souvent les mêmes : mauvaise gestion, installations de production démodées nécessitant une part importante de travail manuel et un manque d'investissements.

Aujourd'hui, **trois scieries se trouvent sur le territoire national**, la plupart au nord du pays, où la filière garantit des emplois en milieu rural. Les scieries « Bois Brever » et « Bois Scholtes » se basent sur un savoir-faire transmis de génération en génération. **70 % de la production se concentrent sur les résineux et seulement 30 % sur les feuillus, situation paradoxale compte tenu de la composition de la forêt luxembourgeoise qui présente l'image inverse**, c'est-à-dire 31 % de résineux et 69 % de feuillus. Le manque de gros bois résineux aptes au sciage, notamment dans les forêts publiques luxembourgeoises, explique pourquoi les scieries se voient obligées d'importer beaucoup de bois brut (379.700 m³) – en majorité de Belgique – presque autant que n'en produisent les forêts nationales (405.593 m³). En ce qui concerne les feuillus, la situation est tout aussi compliquée. Une grande partie du bois d'industrie doit être exportée, manque d'unités de transformation adaptées, même si la présence de Kronospan a permis de baisser les exportations.

En examinant la gamme de produits des scieries, l'on comprend pourquoi elles travaillent une majorité de résineux. Le bois massif de construction, destiné à réaliser du bois de charpente, des poutres, madriers, chevrons, planches ou lattes, présente une résistance élevée, impossible à atteindre avec les feuillus. Les maisons passives, considérées comme piste de développement pour le matériau bois et le secteur de la construction, ne peuvent être construites qu'avec du bois résineux de qualité.

« La plantation de nouveaux résineux doit être favorisée afin de garantir la survie de la filière Bois luxembourgeoise. »

Corinne Brever

Direction Bois Brever

« Une vente aux enchères de bois de valeur devrait être mise en place au Luxembourg. Actuellement nous devons nous déplacer à l'étranger. »

Raymond Beffort

Président de Fedil Bois et Administrateur de Vereal

Fabrication de placages et de panneaux de bois

Pour l'industrie de fabrication de panneaux en bois, l'évolution a été positive au Luxembourg grâce à l'implantation d'une usine Kronospan à Sanem. Kronospan est ainsi devenu le premier employeur de la filière. L'entreprise a notamment su développer son chiffre d'affaires grâce à une bonne utilisation des lignes de production de panneaux MDF (Medium Density Fibres Board) et OSB (Oriented Standard Board), ainsi qu'à la production de parquets laminés. Kronospan est devenu un partenaire essentiel de nombre d'acteurs de la filière luxembourgeoise, des propriétaires de forêts jusqu'aux scieries, du fait qu'elle achète différentes essences de bois, et notamment des feuillus.

« Kronospan mise sur son site de production luxembourgeois en raison de la situation géographique et multinationale du pays. En tant que fournisseur privilégié de produits innovateurs en bois, nous approvisionnons le marché de l'Europe occidentale. »

Peter Stadler

Managing Director Kronospan Luxembourg

Industrie du papier

Trois entreprises luxembourgeoises sont actives dans la fabrication de papier et autres produits en carton. Il s'agit des entreprises Avery Dennison, produisant du papier auto-adhésif ; Corex fabriquant des tubes et mandrins en carton destinés au bobinage de produits souples et Etilux, qui produit des étiquettes, adhésifs et emballages. Cette branche emploie aujourd'hui au Luxembourg quelque 400 personnes et a connu un excellent développement depuis les années 1980.

Fabrication d'emballages en bois

Le bois se prête à la fabrication de diverses sortes d'emballages. La société No-Nail Boxes s'est spécialisée dans la fabrication d'emballages industriels, caisses No-Nail (caisses pliantes en contreplaqué), Rivvaply (caisses palettes navettes), caisses UN (pour produits dangereux) et autres emballages en contreplaqué ou bois.

Production d'énergie

Le combustible bois peut être considéré comme inépuisable. Sa consommation permet d'économiser les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, ...) dont les stocks sont limités. L'Europe et le Luxembourg se sont engagés à diminuer leur consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre. Dans ce cadre le développement du bois énergie a un rôle prépondérant à jouer. Afin d'atteindre les objectifs 2020, le Luxembourg avec son territoire limité se doit de développer l'exploitation du bois comme combustible. Voilà pourquoi les approvisionnements en bois-énergie se sont structurés rapidement et efficacement.

L'entreprise Kiowatt, fruit d'un partenariat entre LuxEnergie et le Groupe François, a su mettre en place un projet innovant et efficace à Roost. On y combine production de Badger Pellets, production d'électricité, production de chaleur et production de froid sur un même site. Le projet est soutenu par le gouvernement luxembourgeois par le biais des moyens prévus par la loi pour les mesures d'aide de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelles des ressources naturelles. Ce projet à lui seul permettra d'atteindre environ 5 % du total envisagé à réaliser sur le territoire national en matière de production d'électricité, chaleur et froid à partir d'énergies renouvelables à l'horizon de 2020. Par ailleurs, quelque 350.000 tonnes de CO₂ ne seront pas émises sur la même période, soit une contribution de 14,2 % de l'objectif de réduction d'émissions prévues jusqu'à l'horizon 2020 conformément aux plans énergétiques européens pour le Luxembourg.

Ceci est possible grâce à l'exploitation maximale de la chaleur perdue au cours des processus par la succession de plusieurs consommateurs thermiques (production de pellets, machines frigorifiques par absorption et réseau de chaleur à distance) avec des besoins caractéristiques complémentaires.

Plusieurs sociétés, dont Husting&Reiser à Redange/Attert et Luxpellets (Gulf Luxembourg) à Marnach, se sont lancées dans la distribution de pellets de bois.

Une association représentative du secteur : Fedil Bois

En 2014, l'industrie du bois s'est donné une nouvelle structure sous la dénomination de Fedil Bois qui remplace le Groupement des scieries luxembourgeoises.

Fedil Bois regroupe trois catégories de membres : les industries du bois et les scieries, les exploitants forestiers et les marchands du bois. Cette association est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement et des administrations pour toutes les questions liées à la forêt.

L'association est notamment active pour défendre les intérêts de cette industrie, observant avec inquiétude l'impact grandissant de la politique de protection de l'environnement sur la forêt et son exploitation. Cette évolution risque d'entraîner un déphasage entre la production de bois et la demande de bois et de rendre une exploitation efficace de plus en plus difficile.

« La production actuelle des forêts luxembourgeoises n'est pas en adéquation avec les besoins des entreprises de construction et de l'industrie. Nous voudrions utiliser davantage de bois local. »

Raymond Beffort

Président de Fedil Bois et Administrateur de Vereal



Principaux employeurs de la filière Bois au Luxembourg

Kronospan Luxembourg S.A.

www.kronospan.lu

Effectif : 300 personnes

Année de fondation : 1994

Chiffre d'affaires : 130.000.000 EUR

Dirigeant : M. Peter Stadler, managing director

Kronospan fabrique et distribue des placages et panneaux à base de bois. Globalement, l'entreprise est le principal fabricant de :

- Panneaux de fibres agglomérées MDF, OSB et à particules
- Panneaux de plaquettes minces tranchées et orientées en 3 couches croisées (panneaux OSB)
- Résines UF, MUF et MF pour les panneaux à base de bois
- Sols stratifiés en bois

Kronospan produit également du papier décoratif, ainsi que d'autres produits à valeur ajoutée associés, tels que les panneaux mélaminés, plans de travail, des panneaux muraux, appuis de fenêtre, laqué HDF, panneaux compacts, stratifiés haute pression (HPL) et d'autres.

Bois Brever S.A.

www.brever.lu

Effectif : 34 personnes

Année de fondation : 1947

Dirigeants : M. Carlo Brever, administrateur délégué

Mme Corinne Brever, administrateur

La scierie Brever est une entreprise familiale, spécialisée dans la production de bois de construction. Créée en 1947 par Pierre Brever, la scierie Brever est implantée sur la commune de Troisvierges à Huldange. De père en fils, de père en fille, depuis son origine l'entreprise n'a cessé de s'adapter pour suivre les évolutions des besoins. Aujourd'hui, la capacité de production est de l'ordre de 45.000 mètres cubes de bois d'été par an, à l'aide de matériel de dernière génération sur une surface de 4,5 hectares. La qualité repose sur une sélection exigeante des matières premières (le bois d'été), la qualité des employés et des équipements techniques.

Bois Scholtes S.A.

www.boisscholtes.lu

Effectif : 20 personnes

Année de fondation : 1830 (Bois Scholtes S.A. depuis 2015)

Dirigeants : M. Pit Scholtes, administrateur délégué

M. Germain Scholtes, administrateur

Bois Scholtes est une entreprise familiale dont les premières racines remontent à 1830. En 1942, l'entreprise s'oriente vers la menuiserie et la charpente. Au milieu des années 1970, les fils Germain et Marcel s'assoient, avec leur père, à la direction. Sous leur impulsion la Scierie Scholtes va s'installer op dem Mouerwee, emplacement actuel de l'atelier. En 2004, l'entreprise investit dans un séchoir à bois. En 2005,

elle modernise le « chantier à grumes ». En 2007 puis en 2009, elle acquiert un deuxième puis un troisième séchoir à bois. Dans l'intervalle la société changera à différentes reprises de raison sociale pour devenir, au 1^{er} janvier 2015, Bois Scholtes, détenue depuis lors par Germain Scholtes et son fils Pit Scholtes, actif dans la société depuis 2009. Bois Scholtes compte aujourd'hui une vingtaine d'employés et poursuit sa croissance au Grand-Duché de Luxembourg et dans la Grande-Région. La scierie travaille non seulement les essences résineuses, mais aussi les feuillus.

Fruytier Group

www.fruytier.com

Effectif : 95 personnes

Année de fondation : 1996

Dirigeant : M. David Fruytier, administrateur délégué

Au Luxembourg, Fruytier est principalement actif dans le transport de bois. Les services du groupe combinent le sciage, le classement, le marquage CE, la recoupe de précision, le séchage industriel, le rabotage-profilage, le trempage, le traitement sous autoclave et le collage. La production est constituée principalement d'épicéa, de douglas, de mélèze et de pin.

Vereal

www.verreal.lu

Effectif : 95 personnes

Année de fondation : 1989

Dirigeants : Peter Doucet, Directeur d'exploitation

Andreas Collienne, responsable département Forêts

Vereal est spécialiste de la création et de l'entretien de jardins, de la menuiserie et maçonnerie extérieure, plantation de forêts, entretien de forêts et transport de bois, toitures vertes, terrains de sport, aménagement paysager, aires de jeux, plantations, transplantations, débroussaillages, essouchages, abattages dangereux, taille de haies et d'arbres, commerce de bois, travaux forestiers, exploitation forestière, gyrobroyage et fraisage.

No-Nail Boxes

www.no-nailboxes.com

Effectif : 64 personnes

Année de fondation : 1961

Chiffre d'affaires : 8.400.000 EUR

Dirigeants : Mme Michèle Detaille, administrateur délégué

M. William Mathot, responsable RH et finance

M. Philippe Winkin, responsable production

No-Nail Boxes est producteur de caisses en bois pliantes pour l'industrie. Les caisses en bois contreplaqué et acier sont utilisées pour le transport, l'emballage et le stockage par les plus grands industriels européens. Les caisses pliantes en bois contreplaqué conviennent à tout type de transport : Air-Terre-Mer. Conformément à la norme NIMP15, certaines sont homologuées VPack pour le transport de produits dangereux. Plus de 85 % des caisses sont réalisées sur mesure suivant les exigences des clients.

Luxenergie/Kiowatt

www.kiowatt.lu

Opérationnelle depuis fin 2013 sur son site à Roost, Kiowatt S.A. consomme annuellement 35.000 tonnes de bois de rebut d'origine luxembourgeoise dans la cogénération qui est au cœur de l'installation. Ceci permet de produire 22 GWh d'énergie électrique injectée dans le réseau public et entre 90 et 100 GWh de chaleur.

Cette chaleur est utilisée pour :

- le séchage de bois frais durant le processus de fabrication de pellets
- la production de froid pour la réfrigération du centre de données de LuxConnect, le premier vrai « green data center au monde »
- l'alimentation du réseau de chaleur de la commune de Bissen.

De plus, 130.000 stères de bois frais (triturations, sciures) sont transformés en 35.000 tonnes de pellets de bois « made in Luxembourg » par an.

Avery Dennison Luxembourg S.à r.l

www.averydennison.com

Effectif : 378 personnes

Année de fondation : 1989

Dirigeants : Mme Séverine Marquet, plant manager
M. Vincent Pesch, HR manager

Avery Dennison est actif dans la fabrication de papiers auto-adhésifs. Installé à Rodange depuis 1989, l'entreprise produit aussi des étiquettes autocollantes et films auto-adhésifs. L'entreprise emploie aujourd'hui 378 personnes au Grand-Duché.

Altwies-Bois

Effectif : 14 personnes

Année de fondation : 2003

Capital social : 80.000 EUR

Dirigeants : M. Armand Nesser, gérant
M. Marc Nesser, gérant

Altwies-Bois est active dans le commerce de bois, l'achat et la vente ainsi que toutes activités de courtage et négoce de bois et produits dérivés.

Barrela et Martins

www.bmf.lu

Effectif : 18 personnes

Année de fondation : 1994

Dirigeants : M. Henrique Barrela, gérant
M. Manuel Martins, gérant

Barrela et Martins S.à r.l est une entreprise familiale de travaux forestiers, entretien des parcs et jardins. Elle est née en 1994 d'une fusion de deux sociétés de travaux forestiers : Martins Manuel et Famille Barrela. La société prend en charge la gestion complète de forêts privées et publiques, achète et vend du bois et livre des entreprises d'exploitation et de transformation.

Entrapaulus Construction SA

www.entrapaulus.lu

Effectif : 83 personnes

Année de fondation : 1994

Dirigeants : M. Louis Wagner, administrateur délégué
M. Pierre Wagner, administrateur
M. Albert Görgen, administrateur

L'entreprise Entrapaulus offre un large éventail de services. Elle est spécialisée dans la réalisation de chemins forestiers, l'aménagement paysagé et la conception d'aires d'équitation. Elle est aussi active dans le terrassement, la démolition, la construction, le génie civil et les transports exceptionnels.

Den Holzmich - Entreprise de Bois de Cheminée

Effectif : 22 personnes

Année de fondation : 1999

Dirigeants : M. Michel Fernandes

Den Holzmich est installé au cœur du Luxembourg à Angelsberg. La société familiale est spécialisée en bois de chauffage et dans les travaux de forêt.

Leunessen Holz

Effectif : 4 personnes

Année de fondation : 2005

Dirigeants : M. Roland Leunessen, gérant

L'activité principale de Leunessen Holz est le commerce de bois.

Schanck Fredy

Fredy Schanck est un commerçant de bois.

Jacob Weis

www.jacob-weis.lu

L'entreprise Jacob Weis est spécialisée dans la charpente, le sciage et plus généralement le traitement du bois.

Et aussi...

Husting&Reiser, Luxpellets et des centaines d'autres entreprises actives dans le secteur du bois luxembourgeois.

Conclusions

L'histoire de la filière Bois au Luxembourg est longue et riche. Composée traditionnellement de scieries, la filière a su se diversifier au cours des 30 dernières années, avec l'implantation de grandes industries de transformation et plus récemment le développement de l'utilisation du bois énergie.

Les chevaux, toujours irremplaçables pour l'exploitation des bois les plus éloignés, sont le symbole d'une volonté du secteur d'associer la tradition à l'innovation. Dans les forêts ils côtoient des machines hyper-performantes, capables de scier sur mesure et aux besoins des clients industriels.

L'innovation dans le secteur est rapide et le Luxembourg ne devra cesser de se réinventer pour stimuler le potentiel du matériau bois. Les politiques de protection de l'environnement ne doivent pas nuire au développement de la filière nationale. Le fait que seulement 25 % à 30 % du bois transformé dans l'industrie luxembourgeoise proviennent du territoire national est alarmant, alors qu'en plus les feuillus sont en majeure partie exportés. Les scieries ont besoin de résineux de qualité. Voilà pourquoi il s'agit de se donner les moyens d'en produire davantage sur le territoire national. Les forêts vieillissantes sont contre-productives non seulement pour la filière, mais aussi pour l'environnement : Des arbres pourris ne permettent plus de bénéficier des caractéristiques bénéfiques de photosynthèse dont témoignent les forêts saines. Mettre en place une vente aux enchères des feuillus sur le territoire national au lieu de les exporter devrait aussi figurer parmi les priorités.

La mise en place d'un Cluster spécifique pour la filière témoigne de la volonté de la développer davantage. Des produits innovateurs pourraient permettre de la pérenniser et de garantir une croissance durable. Tel est par exemple le cas des bois composites qui ont récemment fait leur apparition en Suisse ou en Belgique (« Optiwood »). Les constructions en bois sont d'une efficacité énergétique exceptionnelle et leur développement devrait se faire au Luxembourg. De même, le secteur de l'énergie pourrait profiter davantage des caractéristiques énergétiques du bois. Les acteurs de la filière devront aussi trouver de nouveaux débouchés locaux pour les essences feuillues, au lieu de les exporter.

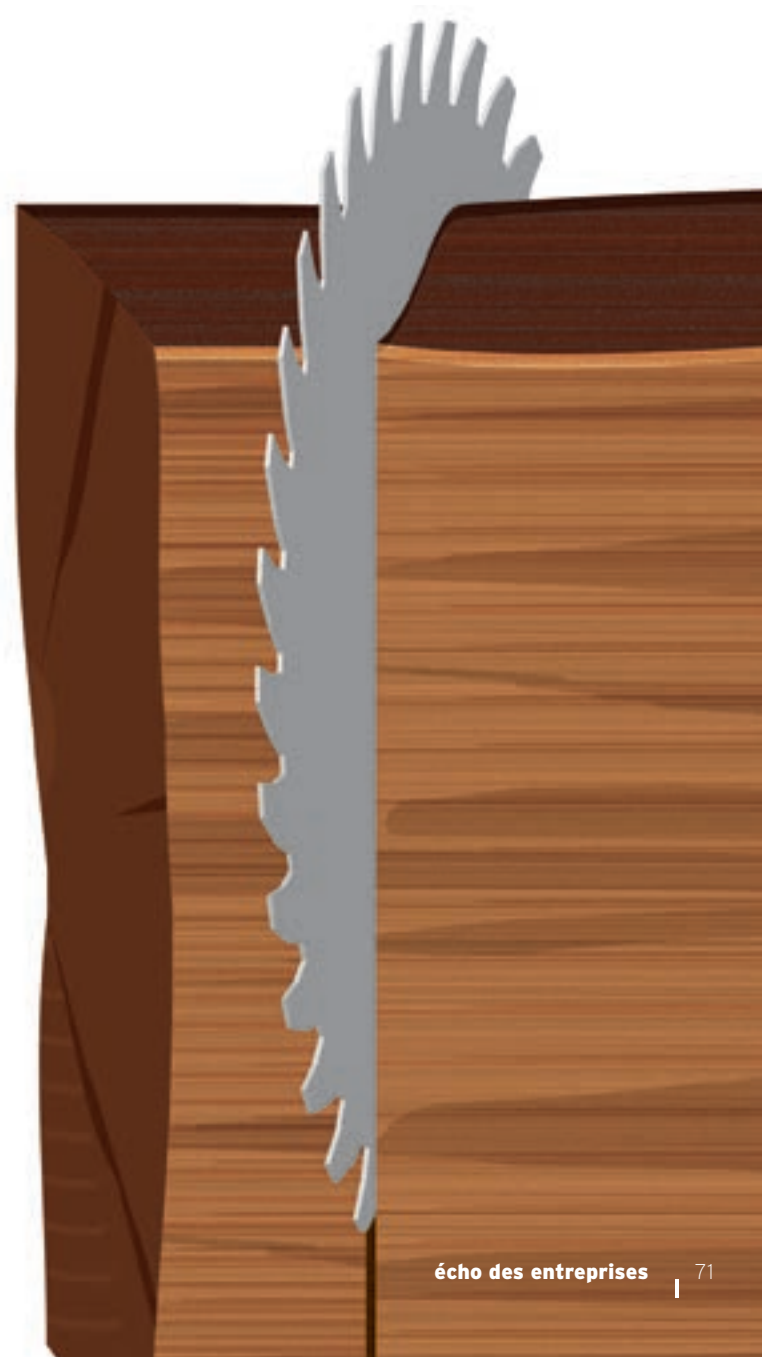
À propos de l'auteur

Frank Genot,
Conseiller auprès de la Fedil

« Nos attentes sont d'une part une déclaration claire en faveur de l'industrie et de l'autre des chemins de décision courts et réactifs, dans des conditions compétitives. Cela passera par une limitation des procédés administratifs pas forcément nécessaires. Cette simplification administrative est l'élément le plus important pour les investisseurs en vue de la réalisation de concepts nationaux. »

Peter Stadler

Managing Director Kronospan Luxembourg





TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DE BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS

BAATZ Constructions Exploitation S.à r.l.
1, Breedewues L-1259 SENNINGERBERG
Tél : 42-92-62-1 Fax : 42-92-61
www.baatz.lu

BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION

Congés en extra

Par Marc Kieffer



Le gouvernement a récemment déposé un projet de loi visant à réformer notamment le congé pour raisons familiales et les congés extraordinaires.

Bien que les auteurs du projet soient d'avis que la réorganisation du congé pour raisons familiales par la fixation de contingents en fonction de classes d'âge permet d'ajuster le congé aux besoins des enfants, il ne faut pourtant pas oublier que le nombre de congés potentiels est augmenté de 5 jours en cas d'hospitalisation de l'enfant à partir du 13^e anniversaire de même que la limite d'âge maximale est portée de 15 à 18 ans. Il s'agit d'une décision politique qui devra être accompagnée d'un système d'information réactif et fiable sur le résidu de congé à disposition du salarié pour éviter que les entreprises ne doivent assumer la charge de congés déclarés par des salariés dont le contingent est déjà épuisé. Ce risque est particulièrement important pour les salariés engagés pour de courtes missions comme par exemple dans le domaine du travail intérimaire.

Les modifications en matière de congés pour raisons personnelles seraient motivées par l'adaptation aux réalités sociétales. Il faut accueillir favorablement la proposition de recadrer les congés extraordinaires sur les besoins réels des salariés en fonction des événements qu'ils choisissent librement.

Ainsi, la limitation de l'utilisation du congé pour déménagement à une fois tous les trois ans, sauf en cas de déménagement pour raisons professionnelles, est un pas dans la bonne direction. Néanmoins, le texte devrait prévoir l'obligation pour le salarié de produire une preuve qu'il a résidé pendant plus de trois ans à son ancienne adresse afin d'éviter de favoriser les salariés changeant souvent

d'employeur et qui pourraient faire valoir ce droit auprès de chaque employeur même si la durée de résidence antérieure était inférieure à trois ans.

La réduction des congés pour les salariés, de même que pour leurs parents, décidant de s'engager dans une union, que ce soit le mariage ou le partenariat, et l'augmentation parallèle du temps libre pour le père en cas de naissance d'un enfant est, en principe, compréhensible et en grande partie justifiée.

Néanmoins, il y a lieu de se demander pourquoi le courage politique s'arrête à l'intention de diminuer le congé personnel pour les salariés déclarant vouloir s'engager dans un partenariat par rapport à ceux qui prennent la décision ferme de se marier, au lieu d'abolir tout simplement ce congé. Ceci d'autant plus que les auteurs du projet déclarent que les adaptations des congés en matière de déclaration de partenariat sont motivées par l'adoption en 2014 de la loi introduisant le « mariage pour tous ». Ainsi, il aurait été logique que le congé extraordinaire, introduit en 2004 afin de permettre aux salariés de même sexe de conclure une union, vu l'impossibilité de pouvoir se marier, soit aboli du fait que le mariage est dorénavant possible sans exception. En outre, le maintien du congé est dénué de logique vu que sur d'autres plans, notamment dans la réforme de la législation sur l'accès à la nationalité luxembourgeoise, une distinction claire est faite entre le partenariat et le mariage afin d'éviter la naissance d'un quelconque droit alors qu'un partenariat peut facilement se faire et se défaire. Le choix personnel de toute personne doit être respecté, mais il n'est pas pour autant justifié d'accompagner ce choix par un droit à un congé extraordinaire.

Finalement, il appartiendra aux partenaires sociaux liés par des conventions collectives de transposer les nouveaux seuils de congé dans leurs accords respectifs, aussi bien les augmentations que les réductions du nombre de jours de congé pour raisons personnelles. Espérons que dans leurs discussions les partenaires sociaux soient ouverts à ces adaptations aux réalités de notre société !

Marc Kieffer est Secrétaire général de la Fedil

Responsabilité solidaire par la petite porte ...

Par Patricia Hemmen



... ou en d'autres termes : comment notre législateur s'y prend pour introduire de lourdes obligations à charge des entreprises luxembourgeoises, ceci le plus discrètement possible. L'actuel projet de loi sur le détachement de travailleurs constitue une très belle illustration de cette technique législative assez étonnante.¹

À travers ce projet de loi, le Luxembourg s'efforce actuellement, à l'instar des autres États membres retardataires, à transposer encore le plus rapidement possible en droit interne une directive européenne datant de 2014.² La directive se donne pour objectif de lutter contre les fraudes et abus en matière de détachement, surtout dans le secteur de la construction où les risques sont considérés comme particulièrement importants. Afin de réduire à un minimum lesdits risques, la directive propose aux États membres d'introduire un système permettant aux travailleurs détachés de se faire payer directement par l'entreprise utilisatrice sur le chantier de laquelle ils sont détachés en cas de non-paiement du salaire par l'entreprise détachante. Obligatoire seulement en cas de détachement et dans le secteur de la construction en vertu du texte européen, on constate à la lecture du projet de loi que le législateur national n'entend aucunement se limiter au même champ d'application. Au contraire, y sont visées toutes les entreprises luxembourgeoises sans distinction aucune entre les différents secteurs et activités.

Ainsi, il est prévu de manière toute à fait générale d'introduire dans les chaînes de sous-traitance une responsabilité solidaire et conjointe au profit des salariés qui ne sont pas payés par leur employeur habituel. Peu importe par ailleurs s'ils se trouvent effectivement en situation de détachement ou s'il s'agit de simples résidents mis à disposition par une entreprise qui, elle aussi, est établie au Luxembourg. Pour échapper à cette responsabilité, l'entreprise

n'aura d'autre choix que d'informer l'Inspection du travail et des mines (ITM) chaque fois qu'elle entend utiliser les services d'un quelconque sous-traitant. L'ITM se contentera ensuite de l'avertir d'éventuelles dettes salariales, après quoi ce sera l'entreprise utilisatrice qui sera tenue de mettre en œuvre une procédure formelle d'injonction pour amener son sous-traitant à régulariser la situation. À défaut, elle deviendra automatiquement responsable solidairement et conjointement avec son sous-traitant, au risque de devoir procéder elle-même au paiement des rémunérations dues aux salariés de ce dernier.

Pour ceux qui font appel à des sous-traitants, les charges administratives supplémentaires et risques potentiels de responsabilité seront donc considérables à l'avenir. Mais quelle entreprise peut encore de nos jours fonctionner tout en renonçant entièrement à la sous-traitance ? Comme si cela ne suffisait pas à titre de charges additionnelles cependant, le même projet de loi prévoit encore que tout employeur devra dorénavant renseigner très précisément dans un registre les débuts, fins et durées du travail journalier de chacun des salariés.

Il est inquiétant que de telles mesures, largement disproportionnées et injustifiées dans le cadre de relations purement internes, puissent faire leur entrée à travers un projet de loi a priori marginal, destiné à régir une problématique bien particulière comme celle du détachement. Il reste à espérer qu'au cours des travaux parlementaires, le projet de loi soit encore recadré à sa finalité primaire, à savoir protéger les salariés envoyés temporairement travailler dans un autre pays. À défaut, de bonnes clauses seront nécessaires pour pouvoir résilier le moment venu sans frais les contrats de sous-traitants visés par des notifications de la part de l'ITM pour non-respect des conditions de travail.

Patricia Hemmen est conseillère auprès de la Fedil

¹ Projet de loi n° 6989 déposé le 11 mai 2016.

² Directive 2014/67/UE du 15 mai 2014 relative à l'exécution de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services.

Coopération transfrontalière ?

Par Magalie Lysiak



Le Luxembourg a définitivement perdu son aura de terre de secret et pour preuve ; les entreprises se trouvent de plus en plus souvent confrontées à des demandes émanant d'autorités ou d'institutions étrangères visant à obtenir des informations sur leurs salariés. Comment dès lors traiter ce type de demande ?

Les situations sont complexes et les réponses multiples. En effet, malgré les protocoles de coopération toujours plus développés entre autorités nationales, ces dernières cherchent souvent un contact direct et n'hésitent plus à approcher les entreprises dans le cadre de demandes d'information, au risque de prendre certaines libertés avec la légalité de leur demande.

Ainsi, récemment, une entreprise s'est trouvée confrontée à un courrier de la Caisse d'Allocations Familiales française (en abrégé CAF) lui demandant de fournir le RIB¹ de son salarié, le montant de son salaire net mensuel ainsi que sa durée de travail afin de lui permettre – semblerait-il – de recouvrer des créances alimentaires en se référant à une loi territoriale française.

La CAF, se « substituant » d'après la base légale mentionnée, dans les droits du débiteur titulaire d'une décision de justice devenue exécutoire et n'ayant pu aboutir, omet toutefois de se servir des outils légaux à sa disposition et n'a pas recours à la coopération administrative, plaçant de facto sa demande hors cadre légal. En effet, il s'agit d'une simple demande d'information sans que l'objet ne soit réellement précisé ni même que l'on sache exactement l'utilisation qui va être faite de ces données personnelles.

Il existe pourtant, dans ce cas précis, un règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 et relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires.

Ce règlement s'applique aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance. Il facilite le recouvrement de créances alimentaires reconnues par une décision ; qui peut être juridictionnelle ou administrative à condition que, dans ce dernier cas, l'administration soit impartiale et qu'elle ait respecté le droit des parties à être entendues.

Dans le cas présent, et vu la base légale française visée, les conditions sembleraient réunies pour l'application dudit règlement et il est par conséquent vivement déconseillé de fournir la moindre information alors que des procédures clairement établies existent et qu'elles ne sauraient être contournées. Il en aurait été toutefois par exemple autrement, s'il était question de la notification d'une décision de condamnation au paiement d'une pension alimentaire enjoignant une saisie sur salaire validée par une juridiction étrangère le cas échéant.

Dans ce cas spécifique, et contrairement aux autres saisies pouvant provenir d'un autre État Membre², il n'est nul besoin de procéder à l'exequatur³ d'une décision en matière d'obligation alimentaire. L'employeur, en présence d'une saisie relative à une pension alimentaire, doit immédiatement en opérer la retenue. Cette saisie est automatiquement reconnue et emporte de plein droit l'autorisation de procéder aux mesures conservatoires prévues par la loi de l'État Membre d'exécution.

Magalie Lysiak est conseillère auprès de la Fedil

¹ Relevé d'Identité Bancaire

² États Membres liés par le Protocole de la Haye de 2007 (Tous les EM de l'UE en font partie)

³ Exequatur : procédure permettant de donner force exécutoire sur le territoire national à un jugement rendu dans un État étranger.



We should look beyond tomorrow, to define Europe's future

By Markus J. Beyrer

Looking at Europe, I believe the worst we currently do is to continue spiralling in crisis mode without long-term solutions. After a financial crisis, a Greek crisis, a refugee crisis, terrorist attacks in several EU countries and a Brexit vote, politicians in several European countries raise their voices in favour of nationalist policies, making citizens believe the solution would be protectionism. Of course they are not telling about the consequences of short-sighted policies.

In our day-to-day crisis management I believe we forget to look beyond tomorrow, let's say 20 years ahead, to define how we want Europe to develop over the two next decades. That is what Monnet and Schuman successfully did, and rightly so. I believe long-term thinking is most needed today. European business depends on predictability to be able to produce wealth and jobs for a prosperous future for 500 million EU citizens. So what are the cornerstones needed to improve stability in Europe and to have citizens trusting more again that the EU provides solutions to their problems?

Our message is clear and we have sent it to the 27 EU heads of state and government at their recent meeting in Bratislava: The European Union must recreate the conditions to be a prosperity and security zone. The flow of people at our external borders must be controlled. Doing so is absolutely crucial to address companies' and citizens' legitimate aspirations for security as well as prosperity. We must also create more opportunities for young people who are particularly hit by unemployment.

While providing a better perspective for them we must also tell national governments to stop blaming the European Union for their national policy mistakes and for

their inability to act coherently at EU level. We should remind politicians that blaming "Brussels" is undermining citizens' trust into the EU and fuelling nationalism.

European business also believes that "Europe à la carte" or an abandoning of any of the four EU Single Market freedoms would damage Europe's economy. Instead, Europe must keep its functioning single market.

Trade is crucial for competitiveness in Europe as 90% of future global growth will happen outside Europe's borders. We therefore need an ambitious trade policy to open up market access for our companies. We are still the largest traders in the world but our position is challenged. In order to remain competitive, Europe needs to complete ambitious trade agreements such as TTIP, the EU - Japan FTA and CETA.

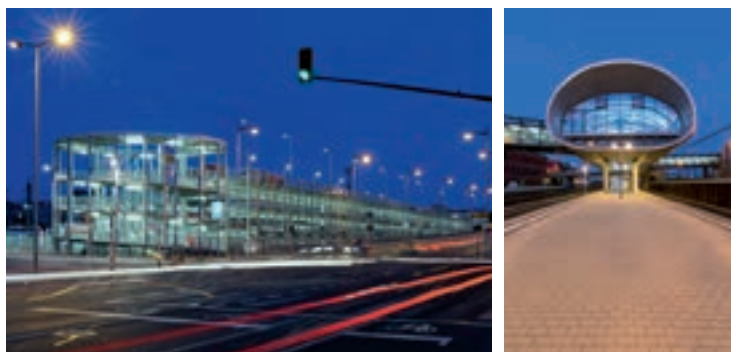
In parallel we need to reverse the decline of our manufacturing industry in Europe as it is a key driver for economic prosperity. Many of our industrial production processes and businesses will profit from using new digital technologies, but only if EU legislation creates a supportive environment and if substantial investments support this next step for increased productivity.

And after a decade of under-investment, productive private and public investment is essential for Europe's present and future growth and employment. The extension of the European Fund for Strategic Investment, provided that lessons are drawn from the first year of application, is certainly a positive signal.

Today our 28 EU Member States are profoundly inter-twined and if we want to give European citizens a long-term perspective, we should ask ourselves: Would new barriers to the EU single market and new obstacles to Europe's free flow of people, goods, services, capital, skills and innovative ideas really fit into this perspective? I believe, not at all.

Markus J. Beyrer, Director General, BusinessEurope

TRALUX a été récompensé
du Prix Luxembourgeois
de la Qualité
et de l'Excellence 2015
dans la catégorie
GRANDES ENTREPRISES



156, route de Luxembourg
L-3254 BETTEMBOURG
Tél. : +352 52 36 80-1
www.tralux.lu



PRIX LUXEMBOURGEOIS
DE LA QUALITÉ ET DE
L'EXCELLENCE

LAUREAT

2015

Nous remercions
tous les compagnons
et l'encadrement
pour leur investissement,
leur goût du challenge
et du travail bien fait.



Lu & approuvé

„Die Industrie hat in Luxemburg tatsächlich eine Zukunft. Industrie kann auch in Luxemburg Arbeitsplätze schaffen. [...] Moderne Industriearbeiter programmieren Roboter, sie entwickeln neue Produkte, sie befassen sich mit Logistik. Dafür braucht die Industrie erstens Investitionen – und die tätigt sie. Die neuerlichen Investitionen sind wenigstens ein Indiz dafür. Nicht mehr, aber auch nicht weniger. Dann muss die Industrie geschickt in Zukunftssektoren investieren – ob die gewählten Sektoren die richtigen sind, kann nur die Zeit zeigen. Dann braucht sie motivierte, gut ausgebildete Fachkräfte. Die Industrie braucht heute mehr Köpfe als Muskeln.“

Yves Greis

Im Tageblatt Editorial „Köpfe statt Muskeln“ vom 27.09.2016



À propos de la Fedil



Fondée en 1918, la Fedil est aujourd'hui une fédération d'entreprises multisectorielle couvrant notamment les secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises. Par ailleurs, la Fedil regroupe actuellement 20 associations sectorielles.

Sur le plan national, la Fedil a pour objectif principal la défense des intérêts professionnels de ses membres de même que l'analyse de toutes les questions d'ordre économique, social et industriel y relatives. De plus, la Fedil s'efforce de développer l'esprit et les liens de solidarité entre employeurs luxembourgeois.

Sur le plan international, la Fedil est affiliée à Business-Europe (www.businesseurope.eu) et dispose depuis 2003 d'un bureau de représentation à Bruxelles dirigé par son conseiller Affaires européennes. En tant qu'organisation représentative des employeurs luxembourgeois, la Fedil collabore aux activités de la Conférence internationale du Travail (OIT) à Genève. Elle est, par ailleurs, membre de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) ainsi que du Bureau consultatif économique et industriel (BIAC) auprès de l'OCDE.

Entretien un contact régulier aux niveaux national et européen avec les représentants politiques, les pouvoirs publics, les milieux économiques et les syndicats, la Fedil s'efforce d'infléchir les décisions politiques et administratives dans l'intérêt de la libre entreprise. La Fedil est étroitement associée à la préparation des décisions en matière économique et sociale par sa représentation dans de nombreux organes consultatifs institués par les pouvoirs publics.

La Fedil accomplit une mission d'information, d'assistance et de conseil envers ses membres. Sa démarche par projets thématiques permet d'impliquer ses membres dans la définition des positions, contenus et activités de la Fedil. Clairement délimités dans le temps, ancrés dans l'actualité et ayant un caractère innovateur, les projets Fedil réunissent des experts représentant les entreprises membres autour d'un sujet bien précis, leur ouvrant de nouvelles voies d'interaction. Les projets se dotent ainsi d'une approche pluridisciplinaire et dynamisante encadrée par l'équipe permanente de la Fedil. Les projets prennent la forme de workshops et groupes de réflexion et demandent une disponibilité ainsi qu'une implication active des participants.

www.fedil.lu



Increase innovation opportunities,
Save time and costs,
Improve your brand image,
Increase internal evangelisation

Join **LOIC** 
Luxembourg
Open Innovation Club

Find out more about open innovation on loic.lu

Offrez-vous le 1^{er} réseau
de stations-service au
Luxembourg.



Aral Card Luxembourg

Tél. : 34 62 62 -29

aralcard@aral.lu

Contactez-nous pour profiter de nos conditions.



Alles super.